

RURTIURES

numéro 7 | printemps 07 | 4\$

revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est www.nefac.net



**¡OAXACA
RESISTE!**

**Des anars
s'organisent
à l'école**

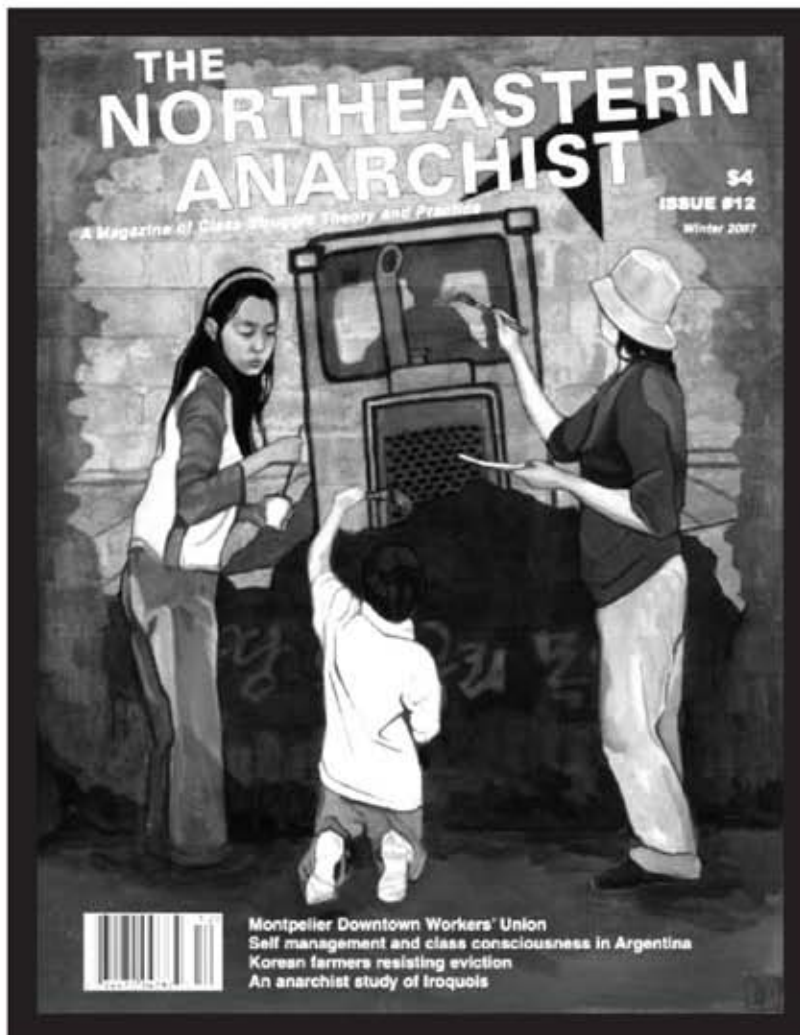
**Quand l'extrême droite
se mêle de santé et
d'environnement**

**Oaxaca : pouvoir
populaire contre
pouvoir d'État**

LATOFF 2006

THE NORTHEASTERN ANARCHIST

A Magazine Of Class Struggle Theory And Practice



Le numéro 12 est maintenant disponible!

*Procurez-vous les neuf premiers
numéros pour seulement 15\$*

Pour commander : 6\$ (frais de port compris)
Abonnement : 18\$ pour quatre numéros
Anciens numéros : 3\$

Paiement par chèque ou mandat poste
à l'ordre de « Northeastern Anarchist »

Northeastern Anarchist
PO Box 230685 Boston, MA 02123, USA
Courriel : northeastern_anarchist@yahoo.com



RUPTURES no 7

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation : l'analyse et le débat stratégique. Ruptures est publiée quand c'est possible (idéalement, deux fois par année). Ce numéro a été édité à Québec et monté à Trois-Rivières.

Pour toute correspondance : Collectif anarchiste La Nuit, a/s E.H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Pour plus d'infos sur la NEFAC : www.nefac.net

Groupes québécois :

- Union locale de la NEFAC (Montréal) : mtl@nefac.net
- Collectif anarchiste La Nuit (Québec) : nefacquebec@yahoo.ca
- Collectif anarchiste l'Accolade (Sherbrooke) : sherbrooke@nefac.net

Groupes en formation :

- Saguenay/Lac St-Jean : lenoiretlerouge@hotmail.com
- Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Sommaire

Des anars s'organisent à l'école	4
Quand l'extrême droite se mêle de santé et d'environnement	9
L'autodéfense comme stratégie d'émancipation	13
Oaxaca : pouvoir populaire contre pouvoir d'État	15
Introduction au CIPQ-RFM	17
Entrevue avec un magoniste	19
Claude Gauvreau, écrivain de l'anarchie	25
Écologie et révolution	27
Notes de lecture	30

Liste de diffusion

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre liste de diffusion « info@nefac.net ». Il s'agit d'une liste électronique relativement « légère » (pas plus de 8 courriels par semaine) sur laquelle nous diffusons communiqués, articles et annonces d'événements publics. C'est gratuit! Pour vous abonner, écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant « abonnement à la liste » dans le champ « sujet ».

Abonnement à Ruptures

Les abonnements aident à financer la revue. Pour en recevoir des copies supplémentaires (15 \$ pour 4 numéros, 30 \$ pour l'abonnement de soutien et international), faites un chèque à l'ordre de : « Groupe Émile-Henry ». Postez le tout à NEFAC-Québec, a/s E.H., C.P. 55051, 138, St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0 en mentionnant le nombre de copies désirées, l'adresse de retour ainsi que votre adresse internet.

DES ANARS S'ORGANISENT À L'ÉCOLE

Entrevue avec 4 militantes du RAME

La grève générale étudiante de l'hiver 2005 fut la plus longue et la plus suivie de l'histoire du Québec. Historiquement, les grèves étudiantes sont en général suivies de périodes de radicalisation de masse et de (ré)organisation politique à gauche. Nous étions nombreux et nombreuses, plus ou moins issusEs de la grève de 1996, à nous demander quels fruits celle de 2005 allait donner. La réponse libertaire est venue à l'automne avec l'apparition du Réseau anarchiste en milieu étudiant (RAME).

Afin d'en savoir plus, Ruptures a posé des questions à des militantEs du RAME. Le but n'était pas d'avoir la version officielle du RAME (ça, nous l'avons déjà publié dans *Cause Commune*) mais bien différents regards de militantEs. Bref, on voulait avoir leur point de vue personnel, sans censure (en autant que ce soit publiable et citable!). Grâce à la magie d'internet, nous avons obtenu la collaboration de quatre militantEs du RAME : deux gars, deux filles, provenant de quatre institutions différentes. Il s'agit de Pierre-Luc (UQAM), de Sophie (soins infirmiers, Saint-Laurent), de Guillaume (U de M) et d'Emma (Maisonneuve).

Pour mettre les choses en perspective, le RAME est une organisation toute jeune. Selon Sophie, l'idée de former un réseau a été lancée pendant une retraite du groupe étudiant Libertad. L'organisation a été fondée lors de deux assemblées générales tenues l'été dernier, à Montréal. L'assemblée générale du réseau se rencontre selon les besoins, toutes les quatre à six semaines. Entre les AG, il y a trois comités : le comité de suivi, le comité d'agitprop et le comité activités. Une cinquantaine de personnes, issues d'une dizaine d'institutions, participent plus ou moins activement aux débats du groupe. Pour l'instant, le membership du RAME est individuel, mais certains comités locaux songent à en faire partie en tant que groupe. Le membership individuel versus le membership de groupes est une question qui n'est pas tout à fait

réglée. Le RAME aimerait bien favoriser l'apparition de collectifs un peu partout, mais est en même temps conscient que ce n'est pas possible dans toutes les écoles, et que, même là où c'est possible, les militantEs trouvent parfois plus prioritaire de travailler dans le comité de mobilisation de l'asso, par exemple.

Propos recueillis par Phébus (NEFAC-Québec)

RUPTURES : Qu'est-ce qui vous a amené à militer (dans le mouvement étudiant et dans le mouvement anarchiste) ?

PIERRE-LUC : J'étais déjà intéressé aux questions politiques à l'adolescence, je suis rentré au Cégep du Vieux Montréal, je suis parti à Cuba faire du travail volontaire en 2002, en pleine période de la mode «antimondialisation», j'ai

rencontré des gens au Cégep, j'ai participé au comité Libertad, je me suis radicalisé, et puis voilà tout s'enchaîne...

SOPHIE : J'ai d'abord commencé à militer dans le mouvement étudiant, quand je suis entrée au Cégep. Le mouvement étudiant (via l'ASSÉ et via l'asso étudiante à Saint-Laurent) a été ma porte d'entrée sur le mouvement anarchiste, via la CLAC entre autres. J'imagine que j'ai commencé à militer comme le font beaucoup de gens au Québec : l'organisation de la société me fait chier en général. Avant d'entrer au Cégep, je ne voyais pas vraiment de moyen d'exprimer cette frustration à part que dans les partis de gauche. C'est dans le mouvement étudiant d'abord et le mouvement anar par la suite que j'ai vu d'autres manières de faire, sans

parti, et une analyse qui, dans le fond, collait beaucoup plus à mes idées.

GUILLAUME : J'ai été rapidement convaincu au secondaire que les problèmes sociaux que vivaient les populations (faim dans le monde, pollution, stress, perte de diversité culturelle) étaient reliés aux principes du capitalisme : la maximisation des profits.

À l'époque (Sommet des Amériques à Québec), il me semblait que c'était les anarchistes qui essayaient le plus de faire bouger les choses. Mes parents écoutaient Brassens et Ferré, ce qui me donnait déjà un préjugé favorable face à cette théorie. Je me suis alors mis à l'étude de la pensée anarchiste. Je suis allé à des rencontres de la CLAC, puis j'ai participé à des manifestations dans le cadre des squats Préfontaine et Overdale. Je suis allé à des manifestations qui ont été sévèrement réprimées (manifestation contre la brutalité policière; manifestation contre une rencontre des ministres du travail du G8). Tout ça m'a radicalisé. Je suis allé au salon du livre anarchiste et j'ai lu pas mal. J'ai commencé à me définir comme anarchiste, puis comme anarcho-communiste.

Cependant, je gardais en moi une incertitude quant à la possibilité révolutionnaire, et de ce fait, je gardais de nombreuses incohérences : j'avais un côté largement réformiste et je ne me posais pas sérieusement la question de la stratégie révolutionnaire.

Rendu au Cégep, mon réformisme m'a donné le goût de participer aux mouvements sociaux dans leurs luttes contre Charest, mais par ailleurs, je cherchais un militantisme intelligent, radical et démocratique. C'est alors que je suis tombé sur les anarchistes du Cégep du Vieux Montréal qui exigeaient la démocratie directe dans le cadre du syndicat étudiant. J'ai milité avec eux, entre autres pour provoquer la grève étudiante de l'hiver 2005 (j'avais été élu responsable à la mobilisation sur le bureau exécutif de l'association étudiante). La lutte réelle que j'ai vécue durant la grève, avec tout ce qu'elle implique, m'a finalement radicalisé pour de bon et m'a montré l'importance d'une recherche de cohérence. Après la grève, ma pensée politique avait largement évolué...

EMMA : L'anarchisme de bands comme Propagandi et Anti-Flag m'a amené à faire des lectures qui m'ont motivé à m'impliquer dans des groupes radicaux. Un des premiers groupes dans lequel je me suis impliquée était un groupe radical basé à mon cégep (c'était une bonne porte d'entrée dans le militantisme, assez accessible). C'est un peu plus tard que je me suis impliquée dans le mouvement étudiant car au début je ne faisais que le considérer comme réformiste. C'est surtout avec le contexte pré-grève (donc à l'automne 2004) que j'ai vraiment réalisé que le mouvement étudiant pouvait être très intéressant en tant que mouvement de masse appliquant le syndicalisme de combat. Je considère que c'est un premier pas vers une certaine prise en charge de leurs affaires par le monde quand les gens défendent leurs intérêts (qui s'opposent à ceux de la classe dirigeante) en posant diverses

actions combatives, le tout émanant d'assemblées générales de base. Bien que cela ne soit pas fait dans une perspective révolutionnaire, eh bien c'est déjà un premier pas et, dans la lutte, les gens peuvent développer leur analyse des choses et se radicaliser. S'impliquer dans le mouvement étudiant permet d'être en contact et de rejoindre des gens qui, au premier abord, seraient plus ou moins interpellés par la propagande révolutionnaire. Si les gens radicaux délaissent le mouvement étudiant, la place sera prise par des gens plus modérés, et on perd alors notre chance de promouvoir nos idées de démocratie directe et d'approche plus confrontationnelle au sein de celui-ci.



RUPTURES : D'où vient le besoin de s'organiser spécifiquement comme anarchiste étudiant ?

PIERRE-LUC : Pour un anarchiste, il est impératif à mes yeux de s'organiser dans ses milieux de vie quotidien. L'école est un foyer où la jeunesse, dans son ensemble, n'a pas vraiment le choix d'évoluer. Étant donné ma condition d'étudiant, il me semble important de propager les idées et les pratiques libertaires à des jeunes qui évoluent dans le même milieu que moi. Il demeure qu'il existe des organisations (enfin... une) qui se réclament du syndicalisme de combat et il n'est pas étonnant de voir des anarchistes s'y impliquer, puisque certaines pratiques défendues par ce courant syndical sont proches ou apparentées à des pratiques libertaires. Néanmoins, bien que ce travail soit important puisqu'il est déterminant pour tout changement social d'envergure (comme par exemple la dernière grève générale illimitée, qui est principalement le fruit du travail de l'ASSÉ), il est à mon avis essentiel d'apporter une critique spécifiquement anarchiste au sein des luttes. La critique anarchiste amène d'autres perspectives aux gens en lutte, élargit le débat et prouve qu'il existe des alternatives toujours d'actualité en marge des systèmes de domination. Dans les grands moments de lutte, notre critique a un potentiel de radicalisation immense.

SOPHIE : Je pense qu'il faut s'organiser comme étudiantEs d'abord, dans le cadre d'un mouvement

syndical de combat qui vise à établir un rapport de force face à l'État. C'est, en tout cas, l'une de mes priorités pour le moment.

En tant qu'anarchistes étudiantEs, par contre, je pense qu'on se doit de diffuser notre analyse, sinon c'est de l'hypocrisie, que de s'organiser dans un mouvement sans jamais avancer notre discours propre. Le besoin de s'organiser dans le RAME est né de la multitude de contacts que nous avons accumulés plus informellement depuis quelques années. Nous avons senti le besoin de formaliser ces liens et de se donner les moyens, justement, de diffuser nos idées et de rendre l'anarchisme plus accessible. Bien que plusieurs d'entre nous ont été initiés à l'anarchisme dans le mouvement

étudiant, je ne crois pas qu'il faut nécessairement compter sur ce dernier pour promouvoir les luttes anars : c'est à nous de le faire.

GUILLAUME : Je considère que pour nous, les anarchistes, il est nécessaire de s'impliquer dans nos milieux de vie, surtout quand ceux-ci peuvent rejoindre des masses. Je considère les étudiantEs comme des travailleurs intellectuels et je vois dans le mouvement étudiant la possibilité de créer un mouvement de masse radical et démocratique. Ce mouvement peut faire connaître l'anarchisme à plusieurs personnes, et, but ultime, maximiser nos chances de révolution.

EMMA : Quand t'es étudiantE, un de tes milieux de vie est une grosse bâtisse avec pas mal de monde dedans. Cette concentration importante de monde renferme inévitablement des gens qui peuvent être ouverts aux idées anars. C'est sûr que l'idéal serait de ne pas se limiter aux étudiantEs, mais étant donné qu'on partage une certaine réalité, ça peut aider pour entrer en contact avec eux-elles (on est pas des outsiders). Bref, je me sens plus à ma place de mobier unE étudiantE qu'un syndiqué de 50 ans, (et vice-versa pour un vieux révolutionnaire qui vient dans un cégep, sans vouloir tomber dans l'âgeisme...) je crois que l'impact est meilleur, et notre angle d'approche sera pas nécessairement le même. Mais je considère qu'une organisation révolutionnaire plus « générale »

comme la NEFAC est essentielle et qu'idéalement les forces devraient y converger. Le RAME s'est créé comme un premier effort pour rassembler une couple de personnes qui s'identifient comme anars et qu'on savait un peu éparpillées dans différentes institutions d'enseignement (Vieux Montréal, UQAM, Saint-Laurent, Maisonneuve, Gérald-Godin, Cégep de Sherbrooke, etc.). Cependant, on entretient de bons liens avec la NEFAC, tel que le démontre la décision du RAME de joindre la campagne de la NEFAC sur les élections...

RUPTURES : Qu'est-ce que le RAME fait/veut faire ?

PIERRE-LUC : Le RAME se veut un réseau d'individus, pour l'instant, mais à moyen-long terme il sera constitué de groupes locaux, c'est-à-dire de collectifs implantés dans les écoles. Certains de ces collectifs existent déjà : Libertad au Cégep du Vieux Montréal, le Comité d'action politique de l'UQAM, le Collectif anarchiste du Cégep de Sherbrooke, le Front de réflexion et d'action anticapitaliste à Maisonneuve... Le but est de réseauter ces groupes afin de leur permettre de mieux se coordonner entre eux, de mieux s'unir dans notre lutte commune. Nous voulons être un support pour les idées et les pratiques anarchistes. Un objectif est aussi de rendre plus accessible à la jeunesse certaines activités spécifiquement anarchistes, comme des ateliers, des soirées, du matériel d'info, provenant de différentes organisations avec lesquelles le RAME a des contacts.

SOPHIE : On veut faire de la propagande, entre autres. On est sur le point de lancer le premier numéro de notre bulletin, La Marmite (une publication tirée à 3000 ex.). On voudrait organiser des ateliers sur l'anarchisme et sur le système d'éducation pour cet hiver aussi. Nous avons participé au contingent anti-impérialiste dans la manifestation du 28 octobre dernier contre l'occupation de l'Afghanistan. On projette de s'organiser contre les prochaines élections, aussi. Nous sommes une organisation très jeune encore, mais les projets ne manqueront pas.

Je pense que le RAME peut aussi servir de pont entre le mouvement étudiant et les autres luttes sociales. Je pense que présentement, le syndicalisme étudiant est en train d'oublier un peu ses liens avec les mouvements populaires et de base, pour bâtir plutôt des liens avec les syndicats. Cela n'est pas mauvais en soi, mais je crois qu'il est important de rappeler que la dernière organisation syndicale étudiante combative est née à peu près en même temps que les luttes contre le Sommet des Amériques, et qu'il y a souvent plus de rapprochements à faire avec ces luttes plus «grassroots». Je pense que le RAME peut aussi mettre en lien des anars étudiantEs avec d'autres luttes sociales (ex.: droits des migrantEs, travail anti-guerre, anti-racisme, luttes en milieu de travail, etc.).

RUPTURES : Qu'est-ce que le RAME a à offrir de plus que le militantisme étudiant classique ?

PIERRE-LUC : Le militantisme étudiant classique est bien obligé de se renfermer dans des luttes sectorielles, qui nécessitent une attention particulière. Le RAME élargit le débat en ne s'attaquant pas à une spécificité de l'injustice du système, mais plutôt à l'injustice du système dans son ensemble, dans ce qui le comprend : la guerre, la farce démocratique, l'éducation, la répression, le colonialisme et l'impérialisme, etc. sont différentes thématiques qu'on explore.

SOPHIE : Je ne vois pas le RAME comme étant nécessairement en compétition avec le « militantisme étudiant classique ». Je pense que le RAME est un espace autre où on peut se coordonner entre anars dans le mouvement étudiant.

GUILLAUME : Une réelle réflexion philosophique plus large, une critique de la totalité de la domination capitaliste et, ainsi, une pensée et une stratégie qui vont plus loin que le réformisme inefficace.

EMMA : On voit les deux comme complémentaires. Le bonus serait d'affirmer clairement notre anticapitalisme, notre parti pris révolutionnaire, de critiquer en profondeur le système d'éducation (son rôle de reproduction du système capitaliste). Bref, pousser une analyse plus radicale et militer en conséquence...

RUPTURES : Pourquoi les étudiants anarchistes devraient se joindre à vous ?

PIERRE-LUC : C'est simple : y'a pas d'autres organisations ouvertement anars dans le milieu étudiant. C'est un peu pour ça qu'on existe... Les anarchistes qui étudient mais qui ne veulent pas s'impliquer existent, cependant. Il est bien possible d'être anarchiste et étudiant et ne pas vouloir s'impliquer avec le RAME, mais généralement, ce sont du monde qui s'impliquent dans des collectifs extérieurs au milieu étudiant. Ou qui étudient trop!

EMMA : Ça sert pas à grand-chose de se dire anar si t'es pas impliqué pour essayer de diffuser tes idées au moins, et c'est intéressant d'essayer de diffuser aux gens qui sont dans la même bâtisse que toi... Alors regroupons nos efforts et partageons nos expériences!

RUPTURES : Entre toutes les tendances possibles et imaginables de l'anarchisme, le RAME se définit comme communiste libertaire, pourquoi ?

PIERRE-LUC : À titre personnel, c'est surtout lors de la grève générale de 2005 que j'ai pris conscience de certains faits. Par exemple, de quelle façon et comment avait pris forme la grève. Il fallait se poser la question : comment cela a-t-il pu arriver? En tant que gréviste, la réponse était assez simple : c'est grâce à notre organisation avec l'ASSÉ, en privilégiant le syndicalisme de combat, la démocratie directe et l'action directe. En tant qu'anarchiste, il fallait, à mon sens, faire un grand retour en arrière et regarder l'histoire de

l'anarchisme et ses luttes passées afin de se rendre compte de certaines similitudes, bien évidemment dans des contextes et des situations différentes, avec ce que nous venons de vivre. En définitive, on pouvait se dire : s'il est possible de vivre une grève que plus de la moitié des étudiantEs post-secondaires du Québec ont vécu, il est possible de concevoir une grève beaucoup plus large, qui rassemblerait les salariéEs, les sans-emploi, les jeunes, les plus vieux, etc. Il est possible de concevoir la crise sociale, sa possibilité. Et quand tu te dis que c'est possible, t'a envie d'en faire plus, que ça prenne forme. C'est à ce moment là que parmi toutes les tendances de l'anarchisme, une seule m'a rejoint, m'a parue concrète et historiquement réalisable : le communisme libertaire.

SOPHIE : Pour moi, l'étiquette de « communiste libertaire » est relativement peu importante. Mais voyant d'où est né le RAME, des luttes sociales, je trouve ça plutôt logique. Je crois que le RAME, justement parce que c'est un réseau, peut se permettre d'être plutôt ouvert au niveau des tendances de l'anarchisme, sans dévier de nos objectifs qui sont de participer au mouvement syndical étudiant ainsi qu'aux autres luttes sociales. Je crois que ces objectifs sont assez précis au niveau de quelle orientation on veut se donner...

GUILLAUME : Parce que c'est la seule tendance qui, historiquement, a su connaître le dessein réel des masses révoltées, avec un réel projet de société. C'est la seule tendance cohérente et stratégique. C'est la seule tendance qui puisse mener à une société libre, égalitaire et qui permet l'aisance pour tous.

EMMA : Nous sommes pour l'anarchisme social et le communisme nous apparaît le système économique le plus juste. Nous croyons en la nécessité de nous organiser dès maintenant en vue d'un changement social radical.

RUPTURES : En plus, vous êtes pro-syndicalisme étudiant, vous n'avez pas peur de vous faire accuser de sectarisme par les autres étudiants anarchistes et de vous couper d'appuis potentiels ?

PIERRE-LUC : Les autres anarchistes étudiants sont, comme je l'ai dit plus haut, des anarchistes qui, s'ils s'impliquent, le font dans des collectifs extérieurs au milieu étudiant. On se fait déjà accuser depuis quelque temps d'être des parvenus et des bureaucrates, puisque certainEs d'entre nous s'impliquent dans leurs associations étudiantes respectives. Personnellement, l'avis de ces gens-là ne m'importe pas vraiment dans la mesure où leur activité est globalement inintéressante puisque inexistante. Quand ces gens s'activent, c'est principalement pour conforter l'isolement du ghetto, donc c'est sûr qu'on n'est pas vraiment sur la même longueur d'ondes. Mais bon, ce débat est vieux de plus d'un siècle, non ?

SOPHIE : UnE étudiantE anarchiste qui veut lutter spécifiquement au niveau de l'éducation et qui n'est pas en faveur du syndicalisme étudiant de combat (ou même du principe sans y prendre part), ou qui chercherait à travailler uniquement



sur la pédagogie libertaire, je trouverais ça un peu paradoxal, et je n'en connais pas.

Je crois que nous connaissons tous et toutes dans le RAME des étudiantEs anars qui luttent ailleurs, et c'est ben correct.

Je pense qu'il faut faire attention au sectarisme; quand on est jeune, nos idées politiques peuvent évoluer rapidement, passer du nationalisme péquiste à l'anarchisme est quelque chose qui s'est déjà vu entre l'âge de 17 et 18 ans, par exemple. Pour cette raison, sans diluer nos principes, c'est important d'être accessibles.

Je pense qu'il faut aussi travailler pour renforcer nos liens avec des groupes et organisations anars ou anticapitalistes à l'extérieur du mouvement étudiant.

GUILLAUME : Je crois qu'un groupe anarchiste qui ne prend pas position sur la stratégie révolutionnaire manque de perspective et se retrouve à être inefficace. Je crois que, dans l'objectif de maximiser nos chances révolutionnaires, l'implication dans les mouvements sociaux et, de ce fait, dans les syndicats étudiants, est essentielle.

EMMA : D'après nous, la grève étudiante de l'hiver 2005 est un bon exemple pour montrer le potentiel du syndicalisme étudiant de combat; une telle mobilisation de masse est certainement une expérience qui peut conscientiser pas mal de monde sur la nécessité de résister aux mesures injustes imposées par le gouvernement, et qu'on

a un certain poids quand on fait preuve de solidarité et de combativité. Bref, comme je le disais, c'est un premier pas.

Pour ce qui est de se couper des appuis d'anars étudiant-es non communistes, nous sommes assez satisfait-es du nombre de personnes que le RAME réussi à rassembler; on trouvait important de se donner des principes de base suffisamment précis pour pouvoir dégager aussi une ligne assez précise dans notre propagande et dans nos actions.

RUPTURES : Avez-vous déjà des ennemis ?

PIERRE-LUC : On a plus d'amitiés que d'ennemis, je suppose. Les gens qui nous aiment pas ne sont pas forcément ceux que l'on croit. Globalement, notre projet a bien été accueilli... et on s'entend très bien avec celles et ceux qui nous supportent !

SOPHIE : Bien sûr. C'est l'État, les patrons, les flics, les administrations des écoles et les petitEs cheffEs étudiantEs comme on en trouve à la FECQ et à la FEUQ.

GUILLAUME : Certaines personnes nous auraient traité de démocrates radicaux...

EMMA : Bof non. ■

Le RAME vient de sortir le premier numéro de son journal *La Marmite*. Pour en obtenir une copie, aider à la diffusion ou encore joindre le RAME, on peut envoyer un courriel à rame@resist.ca. Le RAME a également un site web : <http://rame.koumbit.org>



Principes de base du RAME

(certains points seront développés davantage)

1. Nous nous opposons au capitalisme. Ce système économique et social reposant sur la propriété privée des moyens de production et d'échange se base sur l'inégalité et engendre la misère. Au sein du capitalisme, il existe une élite fortunée qui détient un pouvoir déterminant sur l'ensemble de la société. Cette classe dirigeante, la bourgeoisie, possède et contrôle les moyens de production et de distribution et s'accapare ainsi la richesse générée par le travail de la classe dominée et exploitée. La production est dictée selon l'impératif du profit sans considération pour la société dans son ensemble. L'essor du capitalisme s'est bâti sur le pillage des ressources des peuples de la planète, soit l'impérialisme et le colonialisme, qui continuent jusqu'à ce jour. La destruction des équilibres écologiques compte également parmi les méfaits du capitalisme.
2. Nous nous opposons à l'État en tant qu'appareil ayant pour fonction de gérer, perpétuer et renforcer le système capitaliste. Ses lois maintiennent l'ordre capitaliste et mettent en place une justice de classe qui favorise les fortunés. De plus, la centralisation des pouvoirs qu'implique l'État nie le potentiel social et politique des gens et entraîne une dynamique dirigeants/dirigés.
3. Nous luttons pour l'égalité sociale et économique entre les êtres humains, c'est-à-dire pour une société sans classes sociales basée sur la solidarité et l'entraide qui nous permettrait de vivre dignement et de manière écologiquement soutenable. Une condition nécessaire à la mise en place d'une telle société est la réappropriation collective des moyens de production, leur gestion directe par les travailleuses et travailleurs eux-mêmes ainsi que la distribution égalitaire des produits afin de satisfaire les besoins de chacunEs. D'autre part, nous sommes en faveur d'une réappropriation populaire du pouvoir politique. Nous envisageons une société basée sur la démocratie directe et l'autogestion. Les assemblées de base des divers lieux de travail et de vie (quartiers, villages, etc.), composées des gens qui y vivent et y travaillent, prendraient part aux grandes orientations de la société. Ces différentes communautés se regrouperaient, par le biais de déléguésEs dûment mandatésEs et révocables en tout temps, pour assurer une coordination au niveau des différentes régions et du monde. C'est donc par une fédération de telles organisations populaires que l'autogestion des communautés serait réalisée.
4. Nous nous opposons aux systèmes de domination et de discrimination que sont le patriarcat, le racisme et l'hétérosexisme.
5. Nous sommes opposésEs au système d'éducation actuel, que nous considérons comme un rouage du capitalisme. L'éducation est assujettie dans son ensemble aux logiques capitalistes. L'école a pour fonction principale la production de nouveaux travailleurs et nouvelles travailleuses dociles intégrant l'ordre capitaliste. Le système d'éducation se débarrasse des pauvres et de celles et ceux qui ne rentrent pas dans les normes du ministère. La jeunesse scolarisée se voit forcée dès le plus bas âge à assimiler les rapports dominants/dominés; le professeur et le directeur deviendront par la suite le patron, le flic. Ce n'est qu'avec un changement global de la société que l'éducation pourra elle aussi changer réellement, notamment pour réorienter ses objectifs vers le développement d'individus critiques qui contribueront au développement de leur communauté.
6. Nous sommes en faveur de l'implication dans des mouvements sociaux combatifs et démocratiques; nous souhaitons participer de manière solidaire à la construction d'un mouvement de masse, dans une perspective de changement social radical, de renversement populaire de l'ordre établi. Face au statu quo et au réformisme, nous répondons par la nécessité d'une révolution sociale.
7. En ce sens, nous défendons fermement la lutte pour le droit à l'éducation en tant que lutte sociale permettant de favoriser le développement d'une conscience de classe.
8. Ces positions nous amènent à nous identifier à la tendance communiste libertaire.

AGITATION !



La Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC) a depuis 2004 son propre journal d'agitation francophone tiré à 3000 exemplaires tous les deux mois. Ce journal sert de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles. Cet agitationnel porte le nom de Cause Commune. Dans chaque numéro, vous trouverez de l'information et des analyses touchant les principaux axes d'interventions de la NEFAC, mais également des chroniques régulières sur la pratique et les idées anarchistes. Cause Commune ne remplace pas Ruptures (que vous tenez présentement entre vos mains). Cette autre publication se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Abonnement de soutien, 20\$ pour un an - Chèque à l'ordre de « Groupe Émile-Henry ».
Collectif anarchiste La Nuit, a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

Diffusion militante - Il est possible de diffuser Cause Commune dans votre milieu. Contactez-nous pour plus de détails. Nous cherchons particulièrement à entrer en contact avec des militantEs « en région ».

UNE CERTAINE CONCEPTION DE LA NATURE

QUAND L'EXTRÊME DROITE SE MÊLE DE SANTÉ ET D'ENVIRONNEMENT

Dans le monde des idées politiques, on estime généralement que la perspective écologiste s'inscrit résolument à gauche. Pourtant, le discours « vert » est loin d'être l'apanage exclusif du camp « progressiste ».

Dans leur livre *Ecofascism : Lessons from the German Experience*, Janet Biehl et Peter Staudenmaier retracent l'apparition en Allemagne d'un courant « écofasciste » dont l'origine remonte au XIX^e siècle : le mouvement Volk. Intimement lié avec une certaine conception du patrimoine national, où la « terre » et le « peuple » partagent une destinée commune forgée par les « lois de la nature », le mouvement Volk eut un écho considérable au sein de la société allemande. Cette mystique ultra-nationaliste a également influencé l'instigateur du concept d'écologie, Ernst Haeckel. Ce dernier a donné une couleur plus « rationnelle » au mouvement Volk en y introduisant les thèses du darwinisme social, une idéologie réactionnaire prenant pour acquis que les rapports sociaux sont dictés par des facteurs biologiques et que la culture n'est pas le produit du milieu, mais des gènes. C'est ainsi que s'est forgée, à l'extrême droite, un courant de pensée idéalisant une Nature toute puissante dictant aux êtres humains ce qu'ils sont et ce qu'ils doivent être.

On aurait tort de croire que ces idées n'ont eu aucun impact ailleurs en Occident. Après la Seconde Guerre mondiale, différentes variantes de l'écofascisme ont trouvé un ancrage sur le continent nord-américain, y compris au Québec. Le terrain privilégié de ces croisés : améliorer la santé de la « race » par des moyens naturels afin de retrouver la véritable essence de la vie. Une telle exaltation de la nature ne pouvait se développer raisonnablement dans le champ de la médecine traditionnelle. Ses partisans se sont plutôt inscrits en contradiction avec la modernité en embrassant des thérapies dites alternatives, comme la naturopathie (dérivé du terme anglais *naturopathy*) ou la naturothérapie. Ces pratiques partent toutes deux du principe que le corps humain possède un

équilibre qui lui est propre : « la Thérapie Naturelle concerne tout soin qui n'agresse ni l'esprit, ni le corps. Elle fait donc appel en premier aux possibilités de la nature même de la personne, à ses ressources bioénergétiques. Ici, l'Hygiène (Hygie : déesse de la santé), dans l'acceptation véritable du terme, jouera un rôle primordial, car en premier lieu, elle nous dictera les exigences d'une alimentation adéquate et contrôlée pour jouir d'une bonne santé. Ensuite s'ajouteront d'autres exigences (exercices, repos, etc.), qui s'imposeront dans cette conception du bien-être (...) et d'autres moyens qui doivent cependant demeurer soumis au principe premier : le rééquilibre ou la résurgence des ressources bioénergétiques initiales »¹. Cette conception essentialiste de la santé humaine serait banale si elle n'avait pas servi, dès ses premiers balbutiements, de passerelle à une idéologie hautement inégalitaire en proposant d'appliquer au « corps » social les mêmes recettes que pour le corps humain.

Des révélations troublantes

Le 14 mai 1997, le journaliste André Noël du quotidien La Presse met à jour les liens étroits du président de l'Ordre des naturothérapeutes du Québec, Jacques Baugé-Prévoist, avec les thèses néo-nazies. Dans son article, André Noël fait état du combat du « docteur » Baugé-Prévoist² en faveur de la pureté raciale de l'Homme blanc. Ce dernier a effectivement publié depuis la fin des années 1960 une grande quantité de livres et de brochures, dont plusieurs ne laissent planer aucun doute sur ses idées politiques. Dans le même article, Noël donne la parole à un naturopathe bien connu du grand public, le « docteur » Jean-Marc Brunet. Homme d'affaires prospère, Brunet prend soigneusement ses distances par rapport aux visées idéologiques

de son collègue. Il dénonce « les doctrines et activités de tendance nazie du mouvement de Baugé-Prévoist et de ses disciples »³. Ce que le journaliste ne dit pas dans son texte, c'est que Jean-Marc Brunet est lui aussi issu des rangs de l'extrême droite, plus précisément du courant national-catholique⁴. Il faut remonter quelques années en arrière pour mieux comprendre comment et pourquoi ces deux protagonistes de la « médecine naturelle » au Québec ont pu se mettre au service de telles idées et développer ici ce courant de pensée.

Itinéraire d'un penseur fasciste

Le parcours de Jacques Baugé-Prévoist commence au début des années 1950 dans la région de Montréal. Né en 1937, c'est à l'adolescence qu'il commence à s'intéresser à la biologie « sous ses aspects biophilosophiques et polémiques » afin de comprendre « les véritables lois de la vie ». Très jeune, Baugé-Prévoist est préoccupé par la survie du peuple canadien-français et cherche différentes voies pour sauvegarder son « patrimoine génétique » contre toute influence extérieure, qu'il s'agisse de la pollution industrielle, des médicaments, des aliments trafiqués... mais aussi du métissage ethnique.

Inspiré par les thèses du chercheur français Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1912, collabo sous le régime de Vichy, grand précurseur de l'eugénisme (et pionnier de l'écologie selon Jean-Marie Le Pen), Jacques Baugé-Prévoist met sur pied à 17 ans son premier « Cercle d'étude sur les sciences naturelles ». Il publie à l'automne 1954 le bulletin *Lettres de formation naturo-hygiéniste*, lequel comprend des textes de Paul Carton (*Les lois de la vie saine*) et d'Alexis Carrel (*L'homme, cet inconnu*) ainsi qu'un article écrit de sa main (*L'hygiène naturiste au Québec*). En couverture, on retrouve deux photos de sculptures réalisées par Arno Breker, l'un des artistes officiels du régime nazi. Il ne faut pas s'en étonner outre mesure. Après tout, Jacques Baugé-Prévoist trace la filiation de la naturothérapie contemporaine avec le mouvement naturiste qui se développe à une grande échelle en Allemagne sous l'oeil bienveillant du Parti national-socialiste dès le milieu des années 1930 : « [c'est] l'avènement au monde de la nouvelle civilisation de l'énergie. C'est le triomphe de la santé naturelle, de la force par la joie et de leur rayonnement dans l'empire du travail »⁵. Celles et ceux qui ne répondent pas aux critères du régime au niveau héréditaire et identitaire sont tout bonnement éliminé-e-s ou stérilisé-e-s. Tant pis pour ces « déchets biologiques » : on ne rigole pas avec « l'hygiène raciale ». C'est à cette école de pensée que s'abreuve Baugé-Prévoist, lequel devient convaincu qu'il faut former une élite au Canada Français capable de mettre en oeuvre ce programme dans les plus brefs délais.

1 Tiré du site web de l'Ordre des Naturothérapeutes du Québec (<http://www.onaq.net>).

2 Les naturopathes et les naturothérapeutes du Québec s'affublent du titre de « docteur » même si leurs études ne sont sanctionnées par aucune université ou faculté de médecine, mais bien par leurs propres centres de formation privés. Mais puisque ce titre confère un capital symbolique assez prestigieux à celui ou celle qui le porte en plus d'inspirer confiance à la clientèle, pourquoi s'en priver ?

3 La Presse, 14 mai 1997, p. A5

4 À propos du courant national-catholique, voir l'article *Retour vers le passé : portrait de l'extrême droite au Québec dans Ruptures*, numéro 4 (été 2004). Cet article est également disponible sur notre site internet.

5 Baugé-Prévoist, Jacques (1999), *L'abus des médicaments et ses dangers*, Québecor, p. 123

Au milieu des années 1950, il se lie d'amitié avec des membres du milieu nationaliste de l'époque et devient membre de l'Alliance laurentienne (AL) fondée en 1957 par Raymond Barbeau. La perspective politique de l'AL s'inscrit dans le courant national-catholique : « Le nationalisme laurentien basé sur l'amour de la nation canadienne-française, de l'État et du peuple québécois est légitime puisqu'il est conforme à l'ordre divin. Cet amour qui n'exclut pas l'amour des autres peuples, même des Anglais et des Canadiens, est intimement lié à nos origines, à notre milieu, à notre hérédité, à une sorte de déterminisme historique et géographique, et il s'appuie sur la mission catholique et française qui nous a été léguée et que nous devons, à tout prix, perpétuer dans le temps de l'espace »⁵. L'organisation puise dans le terreau du chanoine Lionel Groulx et des groupes « séparatistes » de l'avant-guerre, marqué par un discours résolument autoritaire. Bon nombre de sympathisants fascistes rejoignent d'ailleurs les rangs de l'AL, qui ne cache pas son admiration pour le modèle corporatiste développé en Espagne et au Portugal sous les dictatures de Franco et Salazar. L'AL cherche à gagner en influence dans la société québécoise par divers moyens. Il en vient à noyauter certaines branches de la Société Saint-Jean-Baptiste, ainsi que le Centre d'information nationale dirigé par un ex-membre de l'Action française⁷ proche des milieux pétainistes, l'historien Robert Rumilly. Plusieurs des membres de l'AL seront à l'origine du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), puis du Parti Québécois.

En 1959, Baugé-Prévost écrit un article dans la revue *Laurentie* sur le projet de libération nationale. Toutefois, cette lune de miel ne durera pas. Baugé-Prévost a fait du bon travail : il est parvenu à créer des émules au sein de l'équipe dirigeante de l'Alliance laurentienne. Mais ces derniers vont suivre leur propre chemin. Le fondateur de l'AL, Raymond Barbeau, de même que deux de ses proches collaborateurs (Marcel Chaput et Jean-Marc Brunet), vont créer en 1963 le Collège des naturopathes du Québec. Cette organisation fait concurrence au Mouvement hygiéniste laurentien⁸ que dirige Baugé-Prévost. Dès lors, une guerre ouverte se développe entre les deux regroupements. Comment expliquer cette lutte de pouvoir ? Divergences idéologiques ? Volonté hégémonique ? Intérêts financiers ? Baugé-Prévost n'hésite pas à dénoncer Barbeau, Chaput et Brunet comme des « arrivistes », des « terroristes » (parce qu'un membre du FLQ a fait partie de l'entourage de Barbeau au sein de l'AL), pire, comme des « fascistes » (ce qui est plutôt ironique!)⁹. Toujours est-il que Barbeau et l'AL sont très liés au clergé catholique, duquel Baugé-Prévost

se détache progressivement, sans pour autant renoncer complètement au christianisme. Au cours des années 1960, celui-ci embrasse le paganisme, version celte. Au mois de novembre 1968, Baugé-Prévost fonde le « Collège des Druides, Bardes et Ovates du Québec ». Il est influencé en ce sens par une partie de l'extrême droite européenne, incarnée par le philosophe Alain de Benoist, que Baugé-Prévost invitera à Montréal quelques années plus tard à titre de conférencier à l'un de ses Congrès international de médecine naturelle.

Le Mouvement celtique

En 1967 apparaît la revue *Science politique : revue du Québec libre*. Il s'agit de l'organe d'un groupe politique créé par Baugé-Prévost : le Mouvement celtique. Le Mouvement celtique est membre du Nouvel ordre européen (NOE), une organisation néo-nazie fondée à Zurich en 1951. Au nombre des membres fondateurs du NOE figurent plusieurs anciens SS qui souhaitent réhabiliter le projet national-socialiste. Le NOE est en fait une scission d'une autre organisation nazie, le Mouvement social européen (MSE). Regroupant des figures de proue de l'extrême droite européenne (telles Maurice Bardèche ou Oswald Mosley), « le MSE prône la construction d'un empire européen anticomuniste, corporatiste, placé sous la direction d'un chef désigné par plébiscite »¹⁰. Le NOE reprendra les mêmes thèmes et y ajoutant une touche pseudo « scientifique » visant à renouveler le discours raciste en puisant dans le vaste bassin des idées hygiénistes, eugénistes et sociobiologiques.

Présent au 10^e congrès du NOE tenu à Barcelone en 1969, le Mouvement celtique fait plusieurs propositions qui sont adoptées : la fondation d'un « Congrès raciste mondial »¹¹, la création d'une maison d'édition (Les Éditions Celtiques) et la mise sur pied d'un « Institut supérieur des sciences psychosomatiques, biologiques et raciales », tous trois basés à Montréal. Le programme de l'Institut est édifiant. En voici quelques extraits : « Les individus fortement tarés : aliénés, déficients mentaux, schizophrènes et épileptiques héréditaires, porteurs de gènes adultérés, alcooliques invétérés, narcomanes avancés, etc., et certains criminels doivent être dans l'impossibilité de se reproduire. (...) On doit enseigner aux enfants, dès leurs premières années scolaires, les périls que représentent les agents stressants ou mutagéniques, tels que : course à l'argent, alimentation dénaturée, empoisonnement par la publicité, médicaments chimiques, vaccins, rayons X, air toxique, eau polluée, bruit, tabac, etc., qui comptent parmi les causes principales de l'intoxication aboutissant à la dégénérescence. (...) Il faut épurer la race blanche

de tous ses déchets de pseudo-civilisation moderne et ensuite édifier une communauté nouvelle par l'eugénisme et la diffusion dans toutes les couches de la société, des lois de l'hygiène psychosomatique naturelle. Toutes ces mesures doivent être habilement encouragées par l'État. La Biopolitique a un rôle important à jouer »¹².

Quant aux Éditions celtiques, elles publieront pendant plus de 20 ans une foule d'ouvrages, alternant les livres politiques avec ceux faisant la promotion d'une « vie saine et pure ». L'un des premiers textes publiés par la toute nouvelle maison d'édition est le *Précis de biopolitique* écrit par un universitaire français exilé à Buenos Aires (Argentine), ancien combattant de la Division Charlemagne des Waffen SS, le « docteur » Jacques de Mahjeu. Ce nazi convaincu, membre honoraire de l'Institut des naturothérapeutes du Québec, présidera le 4^e Congrès international de médecine naturelle tenu à Montréal en 1974, lui fournissant du même souffle une caution soi-disant « scientifique ».

En 1971, les Éditions Celtiques lancent le *Manifeste Social-raciste*, un texte programmatique signé par un autre ancien membre des Waffen SS d'origine suisse, Gaston-Armand Amaudruz. C'est Baugé-Prévost qui signe la préface. Deux ans plus tard, ce dernier publie son propre manifeste politique au titre ronflant : *Le Celtisme : Éthique biologique de l'Homme blanc*. Il fait un tour d'horizon des « cancers » qui rongent la race blanche et propose des mesures économiques, politiques et sociales pour redresser la situation. Au-delà du délire sur la supériorité des blancs sur les autres « races », Baugé-Prévost introduit bon nombre de considérations à saveur « écologique » (ou plutôt écofasciste) qui viennent appuyer ses arguments racistes. D'après lui, « un croisement génétique ou un mélange de sang est toujours une affaire dangereuse. À moins d'observer la loi naturelle (identification, sélection, évolution, apartheid, agressivité, etc.), un croisement ne saurait contribuer à l'ennoblissement de la race. Le métissage efface les meilleures qualités, soit du Blanc, soit du Jaune, soit du Noir, et produit un type indescriptible dont l'énergie psychosomatique s'est abâtardie. Le premier effet, infailliblement dommageable et destructeur des croisements de races, de métrures supérieures mais trop différentes, est de détruire l'âme de ces races, c'est-à-dire cette dimension intérieure qui fait la force des peuples et sans laquelle la Nation et la patrie sont inexistantes »¹³. Dans sa conclusion, Baugé-Prévost lance ce vibrant appel à ses lecteurs : « Nul verbiage humanitaire ne saurait supprimer le fait que la rénovation de l'homme moderne et la planète Terre implique une lutte, et que celle-ci est de tous les instants.

5 Baugé-Prévost, Jacques (1999), *L'abus des médicaments et ses dangers*, Québecor, p. 123

6 Laurentie, numéro 101, septembre 1958, pp. 227-230. Disponible sur le site <http://www.independance-quebec.com>

7 L'Action Française est une organisation monarchiste et ultra-nationaliste, créée à Paris en 1899 et dirigée jusqu'en 1952 par Charles Maurras.

8 Le Mouvement hygiéniste laurentien, fondé en 1961, changera de nom en 1965 (pour devenir la Société d'Hygiène Naturelle), en 1969 (pour devenir l'Ordre des Praticiens(nes) de Médecine Naturelle) et en 1974 (pour devenir l'Ordre des Naturothérapeutes du Québec). Baugé-Prévost en est resté le dirigeant toutes ces années. Selon Jean-Claude Magny, auteur du livre *La Naturopathie Apprivoisée*, le Mouvement hygiéniste laurentien a permis d'associer la naturothérapie à un courant raciste.

9 Dossier Barbeau-Brunet : scandale de la naturothérapie au Québec, Société d'Hygiène Naturelle du Québec, non daté, 3 p. Je tiens à remercier Eric Cartman pour m'avoir transmis ce document, de même que plusieurs autres informations pertinentes à la rédaction de cet article.

10 Lebourg, Nicolas (2001), *L'invention d'une doxa néo-fasciste : le rôle de l'avant-garde nationaliste-révolutionnaire in Domitia*, numéro 1. Disponible sur le site <http://www.phdn.org>.

11 Baugé-Prévost fait enregistrer ce nom auprès du Registraire des entreprises du Québec en 1971. Il le conservera jusqu'en 1986.

12 Baugé-Prévost, Jacques (1973), *Le Celtisme*, Éditions Celtiques, Montréal, pp. 124-125

13 Ibid, p. 41

Là où elle ne se livre pas à coups d'émeutes et d'interventions militaires, elle se poursuit sans bruit au coeur des nations, par des promiscuités sexuelles, des mariages larvés, des vacances « au soleil » qui favorisent les mélanges raciaux délétères, le confort moderne, la maladie de la pollution, le suffrage universel, la technique qui produit son monde artificiel porteur de mort, etc., etc. Et c'est précisément dans cette lutte sourde et implacable, plus encore que dans le combat retentissant des champs de batailles, que se joue la santé ou la dégénérescence de notre Race »¹⁴.

Le naturisme social

Au moment même où Baugé-Prévost travaille de concert avec l'extrême droite « dure », un membre influent du Collège des naturopathes, Jean-Marc Brunet jette les bases en 1966 d'un nouveau mouvement politique : le Mouvement naturiste social. Il en explique les fondements dans le livre *La Réforme naturiste*, publié en 1969 aux Éditions du Jour et préfacé par Raymond Barbeau. Brunet y décrit la « dégénérescence biologique »¹⁵ qui guette le peuple canadien-français : « cette dégénérescence incroyable est uniquement attribuable au fait que les gens ne respectent pas les lois naturelles. Elle est attribuable à la chimification de l'alimentation moderne, à sa dévitalisation pour des fins commerciales. Elle est, de plus, directement attribuable à l'empoisonnement systématique des populations par les médicaments, les vaccins, les sérums et d'autres pratiques charlatanesques modernes. Elle est aussi causée par la pollution de l'air par les fumées industrielles et celles provenant des véhicules à essence et par la pollution de l'eau par le chlore et le fluor. Finalement, on peut affirmer qu'elle est reliée au sédentarisme, à la disparition de la sélection naturelle, aux nombreuses mutilations chirurgicales inutiles et au fait que nos sociétés actuelles stérilisent les élites, celles-ci procréant à un rythme de beaucoup inférieur à celui des autres couches sociales »¹⁶.

Pour combattre cet effritement, Brunet indique qu'on ne peut compter sur les gouvernements actuels. L'action individuelle et la modification des habitudes de vie ne suffisent pas non plus : il faut un mouvement social capable de changer la société pour corriger le problème à la source. Résolument anti-égalitaire (à l'image de la vision de la nature décrite par les tenants du darwinisme social), Brunet veut substituer aux classes sociales un système de classes biologiques. Il propose de forger une « élite biologique », laquelle dirigerait la destinée de la Nation à travers une « démocratie organique et exécutive » reposant sur une hiérarchie sociale stricte. Comme l'explique Brunet, « il faut que la société accepte une nouvelle morale fondée sur le culte de l'énergie, de la force, de la vitalité et de la beauté, ce qui la force à ne plus se complaire dans la dégénérescence biologique, attitude qui

joue évidemment en faveur des êtres inférieurs au détriment des êtres supérieurs. Notre civilisation a placé le faible sur un piédestal : elle le secourt par tous les moyens moraux et matériels. À la longue, cela finit par condamner les faibles à leur condition. En fait, il faudrait que l'État soit organisé en fonction des êtres forts et non en fonction des êtres faibles »¹⁷. S'appuyant lui aussi sur Alexis Carrel, Brunet va au bout de sa pensée : « Pour la perpétuation d'une élite, l'eugénisme est indispensable. Il est évident qu'une race doit reproduire ses meilleurs éléments » pour arriver « à la production d'individus plus forts, mais aussi de familles où la résistance, l'intelligence et le courage seraient héréditaires. Ces familles constitueraient une aristocratie, d'où sortiraient probablement des hommes d'élite »¹⁸. Et qui sont les « déchets biologiques » à stériliser ? Brunet nous répond : « ceux qui portent un trop lourd fardeau ancestral de folie, de faiblesse d'esprit ou de cancer ».¹⁹

Brunet capitalise sur son premier livre pour propulser le Mouvement naturiste social à l'avant-scène. En 1971, il fonde l'Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, destiné à récompenser « l'élite naturiste » québécoise. L'organisme se présente comme « un ordre d'élite, à caractère chrétien, essentiellement hiérarchique, qui exige de ses membres une parfaite solidarité et une très grande discipline physique, morale, intellectuelle et spirituelle »²⁰. Brunet développe également plusieurs campagnes de masse, comme le Front commun contre la fluoruration (1972) ou le mouvement Offensive pour la vie (1974), un groupe de lutte contre l'avortement qui organisera plusieurs manifestations contre « le tandem Morgentaler-Lise Payette qui préconisent l'avortement institutionnalisé au détriment des valeurs morales et de la survie démographique du peuple québécois »²¹.

Une machine à imprimer de l'argent

Avec de tels programmes, on aurait pu penser que Brunet ou Baugé-Prévost se retrouveraient rapidement confinés dans les marges de la société. Rien de tel ne s'est produit. Tous deux font désormais partie de la culture *mainstream* à travers leur association avec Pierre Péladeau, le fondateur de la multinationale Québecor. Les liens entre Péladeau et Brunet remontent aux années 1970. C'est grâce aux conseils du PDG de Québecor que Brunet parvient à structurer sa chaîne de magasins Le Naturiste J-M.B., entreprise qui le rendra millionnaire. Péladeau lui ouvre également les pages du *Journal de Montréal* en 1978, puis du *Journal de Québec* en 1980 : « chaque jour, près de un million de lecteurs lisent désormais ses articles de vulgarisation »²², ce qui permet évidemment de mousser les ventes des produits de sa chaîne de magasins. Quant à Baugé-Prévost, il publie à partir de 1993 plus d'une demi-douzaine de livres aux

Éditions Québecor, délaissant peu à peu sa propre maison d'édition. Il s'arroge également le titre de « doyen » de la naturothérapie au Québec, ce qui lui confère un prestige certain au niveau des services de formation qu'il continue de prodiguer à une clientèle toujours croissante. Si l'empire Péladeau ne se soucie guère d'avoir sous son aile un nazi impénitent et un facho eugéniste, c'est que les « médecines douces » font vendre des tonnes de copies (pour reprendre le *jingle* publicitaire de Vidéotron). Des études récentes, citées par Radio-Canada, révèlent que 71% des Canadiens consomment au moins l'un des 40000 produits portant le sceau des « médecines alternatives », ce qui représente un marché de 2,5 milliards de dollars annuellement. Pas étonnant que Pierre Péladeau ait flairé la bonne affaire. Son faible pour les thèses de la droite nationaliste n'a probablement pas nuit non plus...

Certains s'objecteront en disant que la culture de masse n'a récupéré qu'une partie du discours de Baugé-Prévost et de Brunet, laissant de côté les aspects plus sulfureux de leur pensée. C'est sans doute le cas. Mais quand on y regarde de plus près, on peut voir dans les commentaires de certaines personnalités publiques (pensons aux propos de l'animateur de radio Jeff Fillion sur les personnes handicapées) le spectre de l'eugénisme et du darwinisme social. Le développement des « médecines douces » et de l'industrie des « produits naturels » s'est fondé sur une critique de la médecine officielle, de l'industrie pharmaceutique et de l'agro-business. Toutefois, il est préoccupant de constater qu'une partie de ce mouvement se drape dans le mysticisme et adopte même parfois des postures idéologiques inégalitaires, essentialistes ou réactionnaires. Évidemment, la perspective écologiste ne saurait être réduite à ces dérapages. Le travail effectué par Biehl et Staudenmeier, pour ne citer que ces deux auteur-e-s, vise précisément à combattre l'influence corrosive des idées d'extrême droite au sein du mouvement écologiste et de la société en général. Il importe de poursuivre sur cette lancée si l'on veut éviter que les délires d'un Brunet ou d'un Baugé-Prévost ne deviennent réalité.

Michel Nestor (NEFAC-Québec)

14 Ibid, p. 139-140

15 Brunet, Jean-Marc (1969), *La réforme naturiste*, Éditions du Jour, Montréal, p. 11

16 Ibid, p. 20

17 Ibid, p. 92

18 Ibid, p. 96

19 Ibid, p. 95

20 Stafford, Jean (1976), *Analyse et critiques de l'idéologie naturiste* in *Critère*, numéro 14 (disponible sur le site www.agora.qc.ca)

21 Côté, Jean (1982), Jean-Marc Brunet : *La force et la santé*, Éditions de Mortagne, Boucherville, p. 253

22 Ibid, p. 411

L'immigration au Québec : les faits

Quand il est question d'immigration, les préjugés ont la vie tenace tant du côté des racistes en pantoufles – innombrables – que de celui des groupuscules extrémistes. Il suffit cependant d'analyser les statistiques officielles pour déconstruire de nombreux mythes et constater qu'une majorité des immigrants est constituée de personnes jeunes, éduquées, favorisées économiquement et parlant français.

Immigrants économiques, regroupements familiaux et réfugiés

Entre 2001 et 2005, le Canada a admis une moyenne de 239 805 immigrants par année. Au Québec, cette moyenne se situe à 40 474 immigrants admis par année, soit 17% du total canadien. Les autorités catégorisent les immigrants de trois façons : immigration économique, regroupement familial et réfugiés. Toujours pour la période 2001-2005, ces catégories ont représenté respectivement une moyenne 60%, 22% et 17% des immigrants admis au Québec. En 2005, par exemple, la province a accueilli 26 375 immigrants économiques contre 7 163 réfugiés. Des 202 368 immigrants admis au Québec entre 2001 et 2005, plus de 52% étaient des « travailleurs qualifiés », les autres catégories de l'immigration économique étant constituées d'investisseurs (4,1% du total), de parents aidés (1,4%), d'entrepreneurs (1,2%), d'aides familiaux (0,8%) et de travailleurs autonomes (0,5%). La catégorie des regroupement familiaux, pour sa part, est issue des époux/conjoints/partenaires (15%), des enfants (1,4%), de l'adoption internationale (1,9%) et des parents/grand-parents/autres (3,2%). Finalement, la catégorie des réfugiés se découpe ainsi : réfugiés pris en charge par l'État (4%), parrainage (0,7%), réfugiés reconnus sur place (8,6%) et membres de la famille d'un réfugié (3%).

Connaissance du français et de l'anglais

Parmi les 202 368 nouveaux arrivants au Québec entre 2001 et 2005, 23,4% parlaient français seulement, 28,8% le français et l'anglais, 17% l'anglais seulement. Les personnes ne parlant ni français ni anglais n'ont représenté que 30% des immigrants admis. Globalement, seulement 12% avaient le français comme langue maternelle, contre 2,7% d'anglophones et 87% entrant dans la catégorie « autres langues ».

Provenance et âge

La provenance des immigrants au Québec se présente ainsi : Afrique 26,5%, Amérique 18,1%, Asie et Moyen-Orient 31,9%, Europe 23,4%. Plus précisément, ils sont arrivés des pays suivants : Chine (9,3%), Maroc (8%), France (8%), Algérie (8%), Roumanie (6%), Colombie (4%), Haïti (4%), Liban (3,5%) et Inde (3%). Près de 20% de ces personnes avaient entre 0 et 14 ans et plus de 50% avaient entre 15 et 35 ans contre 7,8% de personnes âgées et 45 à 64 ans et seulement 1,3% ayant plus de 65 ans. Parmi eux, 80% projetaient vivre dans la région de Montréal et 4,4% à Québec. Plus de 60% avaient un minimum de 14 ans de scolarité. Pour ce qui est de ceux qui décident ensuite de partir ailleurs, environ 20% des immigrants admis au Québec entre 1995 et 2004 avaient quitté la province en 2006.

Part de la population immigrée à Montréal par quartier

Saint-Laurent	49%
Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce	45%
Villeray – St-Michel – Parc-Extension	41%
Saint-Léonard	39%
Côte-Saint-Luc – Hampsstead – Montréal-Ouest	38%
Dollar-des-Ormeaux – Roxboro	33%
Mont-Royal	31%
Pierrefonds – Senneville	28%
Ville-Marie	28%
Westmount	27%
Montréal-Nord	27%
Kirkland	26%
LaSalle	25%
Outremont	22%
Plateau Mont-Royal	21%
Beaconsfield – Baie-d'Urfé	20%
Dorval	20%
Pointe-Claire	20%
Sud-Ouest	19%
Anjou	18%
Rosemont – La Petite-Patrie	18%
Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles – Montréal-Est	17%
Verdun	14%
Île-Bizard – Sainte-Geneviève – Sainte-Anne-de-Bellevue	13%
Lachine	12%
Mercier – Hochelaga-Maisonneuve	12%
Ahunatic – Cartierville	7%

Part de la population immigrée à Québec par quartier

Sainte-Foy – Sillery	4755 (7%)
La Cité	3320 (5,4%)
Limoilou	1760 (3,9%)
Les Rivières	1645 (2,8%)
Laurentien	2030 (2,4%)
Charlesbourg	1510 (2,1%)
Haute-Saint-Charles	805 (1,7%)
Beauport	1185 (1,6%)

Montagnar (NEFAC-Québec)

SOURCES

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec,
Direction de la recherche et de l'analyse prospective
Citoyenneté et immigration Canada
Statistiques Canada (recensement de 2001)
Journal Le Soleil



D.I.R.A.

BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE

DOCUMENTS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES

LUNDI, MARDI, VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE : 14 H 00 À 17 H 00
MERCREDI ET JEUDI : 14 H 00 À 20 H 00
2035, BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
TÉL. : 514-843-2018 COURRIEL : DIRA@RISEUP.NET



AUTODÉFENSE :

LA DOMESTICATION DE LA VIOLENCE COMME STRATÉGIE D'ÉMANCIPATION

Nous vivons sous les contraintes du capitalisme et du patriarcat. La dynamique capitaliste tend non seulement à concentrer les ressources et les moyens de production entre quelques mains, elle met également les outils de la violence à leur service. La dynamique patriarcale attribue non seulement les rôles sociaux les plus valorisés et les meilleurs salaires au genre masculin, elle lui attribue également de préférence les attitudes agressives.

Dans de telles circonstances, une personne, ou une communauté, ne peut être complètement libre qu'à la condition de briser ces monopoles de la violence. La neutralisation des outils de la violence par leur réappropriation, tout comme la réappropriation des outils du travail, devrait à la fois être un des moyens et un des buts d'une stratégie anarchiste d'émancipation.

À court terme, développer des aptitudes relatives à l'autodéfense personnelle est un moyen d'augmenter ses chances de résister aux différentes attaques physiques susceptibles de se présenter aux militant-e-s anarchistes. Le néo-nazisme, le *gay bashing* et les agressions sexuelles sont des réalités auxquelles est parfois confronté notre mouvement politique... Tout comme nous pouvons être la cible de ces dynamiques oppressives.

À moyen terme, développer des tactiques de défense pourrait aider à renforcer considérablement une ligne de piquetage, empêcher la déportation de sans-papiers, défendre un squat contre une éviction, diminuer le nombre d'arrestations dans une manifestation et repousser des policiers anti-émeute.

À (très) long terme, développer une stratégie de défense à grande échelle et démocratique pourrait être utile dans l'éventualité d'une confrontation avec des forces réactionnaires de type militaire.

La droite est très en avance sur la gauche en ce qui a trait à l'autodéfense. Pourquoi ne pas la rattraper ?

Éthique

Selon le cas, la violence peut être légitime ou non. On s'entend généralement pour dire qu'une personne ou une communauté a le droit moral d'employer la force nécessaire à la défense de son « intégrité physique ». Plusieurs qualifient aussi comme un droit, voire un devoir, le fait de défendre les libertés de chacun, telles que définies par la pensée libérale. L'idéologie communiste libertaire renchérit en déclarant légitime le combat contre le vol organisé et l'oppression caractéristiques d'un système où les moyens de production sont contrôlés par une classe minoritaire.

Ainsi, l'attaque peut parfois être une défense légitime. Dans un contexte d'oppression systématique, l'autodéfense ne se conçoit pas uniquement à court terme : une tactique de guérilla contre une armée d'occupation, par exemple, si elle est efficace, est légitime. Évidemment, tuer des innocents ne peut jamais être justifiable : la question est de savoir qui est innocent et qui ne l'est pas...

Espérons qu'une organisation sociale anarchiste tendrait à prévenir les crimes plutôt qu'à les punir. Si « se faire justice soi-même » n'est pas une attitude socialement viable, l'alternative, un système de justice réellement objectif et indépendant, est un moindre mal très difficile à atteindre.

Barrière psychologique

En contexte d'entraînement, l'autre est partenaire. En contexte de compétition, l'autre est adversaire. Mais dans certains cas, l'autre devient agresseur. Échouer à faire cette part des choses signifie souvent échouer à se défendre.

Nous avons tous et toutes la capacité d'identifier les situations d'agressions où l'autodéfense est légitime, mais cette capacité est souvent étouffée par des réflexes de déni. Particulièrement en ce qui a trait à la sexualité, tant les hommes que les femmes apprennent à nier les situations d'agression. Se dire : « je ne suis pas en train d'agresser » ou « je ne suis pas en train d'être agressé-e », alors que c'est précisément le cas, est une attitude à combattre lorsqu'on veut se libérer des schèmes d'oppression patriarcale et d'agressivité en général.

Une fois une situation d'agression admise, il faut être capable de composer avec. La grande majorité d'entre nous éprouvons de la difficulté à frapper quelqu'un d'autre, ce qui est évidemment une bonne chose. Cependant, pour toute personne désirent domestiquer la violence, s'en approprier les outils et la légitimité, frapper et être frappé doivent devenir des gestes connus, pour ne pas dire « normaux ». ➤

Ainsi, un des objectifs d'un entraînement d'autodéfense est d'abaisser les barrières psychologiques associées au fait de causer de la douleur. Alors qu'un camp militaire s'occupe de cette tâche de façon mécanique et cruelle, un entraînement anarchiste peut très bien s'en occuper de façon mutuellement respectueuse et progressive. Traditionnellement, les arts martiaux ont adressé cette question en utilisant des méthodes d'entraînement qui ne sont pas adaptées à la vie d'une personne qui doit se lever en un seul morceau chaque matin pour aller travailler. Certains arts martiaux ont été modifiés afin de les rendre *mainstream* et accessibles, perdant du même coup une partie de leur pertinence sur le plan de l'autodéfense, allant parfois jusqu'à éliminer tout contact physique. Les arts martiaux contemporains, d'un autre côté, répondent généralement au besoin d'abaisser la barrière psychologique liée au fait de causer de la douleur en utilisant des méthodes progressives et des équipements de protection, tout en portant une attention particulière au réalisme de l'entraînement.

Pour des raisons d'efficacité et afin de respecter les capacités de chacun-e, un entraînement d'autodéfense anarchiste devrait donc s'inspirer des méthodes d'entraînement modernes et rester sceptique face aux arts martiaux traditionnels (karaté, kung-fu, taekwondo...).

Genres et arts martiaux

De nombreux gestes propres aux arts martiaux ne correspondent pas au modèle féminin traditionnel. Même les modèles de femmes combattantes que l'on nous propose au cinéma portent des talons hauts (pensez à *Charlie's Angels*). Notre empêchement dans ces modèles et ces genres est un obstacle réel à notre développement.

Ceci dit, s'entraîner avec des femmes, et donc, forcément, se faire botter le cul par elles, est un excellent moyen pour tous et toutes de remettre en question de potentielles idées sexistes. Un pré-adolescent qui pratique le judo avec les filles de sa classe (qui sont souvent plus fortes que les gars à cet âge) apprend à juger quelqu'un par ses aptitudes et non par son genre.

Nous devons espérer qu'une communauté anarchiste échappe aux attitudes machos caractéristiques de plusieurs clubs d'arts martiaux et réussisse à mettre les pendules à l'heure au sujet des aptitudes physiques des différents genres dans le contexte d'un entraînement d'autodéfense.

Approche sportive

Le bienfait le plus concret d'un entraînement d'arts martiaux est probablement le développement d'une bonne forme physique. Si la capacité cardiovasculaire est importante pour toute activité physique (et intellectuelle!), en situation de combat, elle est cruciale et devrait être développée en conséquence.

Courir est à la fois une excellente technique d'autodéfense et une excellente méthode

d'entraînement. Malheureusement, pour plusieurs, courir est souffrant et ennuyant. Les arts martiaux sportifs (kick-boxing, lutte, jiu-jitsu/judo...) ont l'avantage de pouvoir être vécus comme des jeux : l'entraînement devient alors ludique, plus facile et moins demandant.

En plus d'être une occasion de divertissement, faire du sport ensemble est un moyen de mieux se connaître, de resserrer les liens. Quelqu'un a dit un jour qu'on ne connaissait vraiment une personne qu'après s'être battu avec elle. Un pacte de confiance semble en effet se créer entre deux partenaires pratiquant des gestes potentiellement dangereux l'un pour l'autre. Il est ainsi difficile de s'entraîner avec quelqu'un sans lui faire confiance. Le pacte de confiance ainsi créé peut plus tard se révéler utile dans le cadre de situations critiques associées à certaines activités militantes.

De plus, les arts martiaux sportifs tendent naturellement à être à la fois sécuritaires et compétitifs. Les techniques qu'ils développent pour la compétition sont constamment exercées avec des partenaires qui résistent, bougent et contre-attaquent à près de 100% de leurs capacités. Autrement dit, les arts martiaux sportifs sont peut-être composés de techniques moins dangereuses que les arts martiaux « purs », mais celles-ci sont hautement entraînables, ce qui leur assure une certaine efficacité.

Enfin, si, comme le dit le bonhomme bleu, faire du sport stimule le cerveau, chasse la dépression et permet d'abattre plus de travail, est-ce que les anarchistes en forme seraient de meilleurs anarchistes ?

Choix des armes

Les agressions contre lesquelles nous devons apprendre à nous défendre peuvent prendre plusieurs formes. Le contexte dans lequel nous vivons, en Amérique du nord au vingt-et-unième siècle, nous force à considérer tant le combat à mains nues que les agressions à mains armées. Si le spectacle des escarmouches alcoolisées auquel nous ont relativement habitué certains soirs de fins de semaines implique rarement des blessures graves, les agressions criminelles préméditées, d'un autre côté, impliquent presque forcément une arme.

Le combat à mains armées (excluant les armes à feu) devrait être un des premiers sujets d'étude d'une personne intéressée à l'autodéfense. N'importe quelle arme peut constituer un avantage et il est souvent possible de mettre la main sur une arme improvisée. De plus, savoir se défendre contre un agresseur sans arme n'implique pas savoir se défendre contre un agresseur armé, mais l'inverse est un peu plus vrai.

Les différents arts martiaux philippins (escrima, kali) sont généralement considérés comme étant les plus efficaces et réalistes en ce qui a trait au combat à mains armées. Il est possible d'appliquer les principes de l'approche sportive dont nous avons discuté plus haut à ces arts

relativement traditionnels : l'utilisation d'équipement de protection, de faux couteaux et de bâtons au lieu de vrais couteaux et de machettes, par exemple, et la pratique systématique du sparring, qui permet de tester ses aptitudes contre des partenaires qui résistent et contre-attaquent sans schémas pré-établis.

Il faut garder à l'esprit que le maniement d'une arme n'est pas à priori une danse. Apprendre à frapper, couper ou désarmer quelqu'un et à ne pas se faire rendre la pareille devraient être les objectifs principaux d'un entraînement d'autodéfense impliquant des armes.

Rôle d'une organisation anarchiste

Il est permis de croire que les membres d'une communauté qui s'entraîneraient physiquement de manière collective seraient en meilleure santé et formeraient des rangs plus serrés. Un des rôles d'une organisation anarchiste n'est-il pas d'offrir les ressources nécessaires à la formation de ses membres ? Dans le cadre d'une formation en autodéfense, ces ressources pourraient être : un encadrement adapté aux besoins des militant-e-s, un milieu dénué d'attitudes autoritaires et sexistes, de l'équipement de qualité, et, surtout, du temps ! Être en bonne forme physique demande des efforts quasi-quotidiens, or avec la propagande à écrire, les affiches à poser, les événements à organiser et les réunions à fréquenter, peu d'entre nous ont le luxe de se payer une heure de sport par jour...

C'est pourquoi je crois que le temps et l'argent que nous consacrons collectivement et consciemment à l'autodéfense ne sont pas suffisants.

Je trouve bonne l'idée d'organiser des activités « para-militantes » sportives loin des bars, comme des tournois de sport d'équipe les fins de semaine. L'objectif de ces activités ne devrait cependant pas être de mesurer par une compétition le talent des différents individus et collectifs anarchistes de la région, mais plutôt d'apprendre collectivement. Les différentes formations pour les femmes sur la prévention des agressions sexuelles sont évidemment un exemple à suivre. Pourquoi ne pas mettre sur pied, ou favoriser l'élaboration de séances locales et régulières d'entraînement à l'autodéfense par et pour des anarchistes ? Le savoir-faire dans ce domaine, comme dans tout autre, se développe graduellement et par la pratique. J'anticipe le jour où nous organiserons des combats amicaux entre les différents collectifs de la NEFAC !

Donner collectivement de l'importance à l'autodéfense apporterait des résultats positifs sur notre action politique à court, moyen et long terme. Ces efforts contribueraient également à la construction de cette communauté anarchiste dont on rêve ou fait parfois allusion, espace d'entraide, de partage des ressources et du travail relatifs à nos objectifs communs.

Flap (NEFAC-Sherbrooke)

Merci aux camarades d'Escrima de Montréal.

OAXACA : POUVOIR POPULAIRE CONTRE POUVOIR D'ÉTAT

Depuis plusieurs mois, la ville d'Oaxaca, au Mexique, est le théâtre d'une véritable insurrection populaire, opposant les habitantEs aux forces de répression et à l'État. Parti d'une grève des enseignantEs, avec lesquelEs la population s'est solidarisée, le mouvement s'est ensuite tourné contre le gouverneur réactionnaire de l'État d'Oaxaca. Mais ce sont les exactions des forces de « l'ordre » contre la population qui ont véritablement mis le feu aux poudres. Les insurgéEs d'Oaxaca ont résisté et battu la soldatesque gouvernementale. Ils et elles se sont donnéEs leur propre organisation démocratique, l'Assemblée populaires des peuples d'Oaxaca (APPO). Dans la ville auto-gouvernée, hérissée de barricades défendues par ses habitant(e)s, le climat est saturé d'électricité révolutionnaire. Pouvoir populaire contre pouvoir d'État ! Vive la Commune d'Oaxaca !

Le mouvement de grève générale insurrectionnelle d'Oaxaca (Mexique), né des grèves enseignantes de cet été et de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), demande le départ du gouverneur de la région, Ulises Ruiz. Ce dernier a reçu le soutien du gouvernement central mexicain qui a envoyé la police fédérale préventive (PFP, police militaire). Déjà terroriséEs par la police municipale et les groupes de paramilitaires liés au parti au pouvoir, les habitantEs de Oaxaca ont organisé la défense de la ville en y érigeant plus de 2 000 barricades.

Autogestion populaire

Déjà en juin, les flics avaient tenté d'écraser le mouvement enseignant. Mais la solidarité de la population fut totale, avec des manifestations réunissant de 300 à 400 000 personnes dans une agglomération qui en compte 600 000, et s'était traduite par l'occupation et l'autogestion totale de la ville. Pourtant, le gouverneur Ruiz refusait toujours de partir.

Dimanche le 29 octobre, 4 500 PFP, aidés de blindés, d'hélicoptères et de paramilitaires, ont mis la ville à feu et à sang, pillant les magasins, arrêtant les habitantEs, violant plusieurs femmes et tuant au

ce jour le peuple héroïque d'Oaxaca a donné une leçon de civisme et de dignité au monde entier, la PFP a dû reculer devant la poussée de plus de 50 000 guerilleros qui, avec du bois, des pierres et des fusils à calibre lourd, se sont confrontés à des blindés, des hélicoptères et des fusils d'assaut. Ce furent des heures de lutte intense, des dizaines de compañeros furent blessés, beaucoup d'entre eux grièvement, des dizaines de détenus-disparus (dont des enfants), cependant le peuple d'Oaxaca a gagné cette première bataille. »



Conférence organisée à Québec en soutien au CIPO-RFM et à l'APPO.

moins trois personnes. L'ordre a un coût... Les trois marches de protestation appelées par l'APPO le lendemain ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, alors que la manif de soutien à Ulises Ruiz appelée avec l'appui des médias n'en a regroupé que 800 ! Mais c'est en investissant la Cité universitaire le 2 novembre au matin que les PFP allaient subir leur première déroute.

L'APPO a alors décidé de passer de la résistance passive à la résistance active. Après 7 heures de combat et de défense la Cité, les étudiantEs appuyéEs par l'APPO et la population, ont mis en fuite la police. Le bilan était lourd : un mort et 120 blesséEs, mais permettait à l'APPO de déclarer : « En

Solidarité internationale

À Mexico même, plusieurs manifs de soutien ont déjà eu lieu. Dans l'État voisin du Chiapas, l'EZLN a organisé de nombreux barrages routiers en solidarité. Idem dans l'État de Puebla. Dans l'État du Michoacán est apparue une réplique locale de l'APPO : l'APPM qui, appuyée par la Coordination nationale des travailleurs de l'Éducation (CNTE), annonce une grève illimitée dans plus de 10 000 écoles de l'État et le départ pour Oaxaca de trois mille enseignants en renfort pour l'APPO.

Bref, les actions de solidarité se multiplient au plan national. Mais aussi sur la planète : à Barcelone, Los Angeles, Vancouver, Paris, Marseille, des manifestations de soutien à la Commune d'Oaxaca ont déjà eu lieu. En Italie, l'ambassade du Mexique a été occupée par des manifestants. Le 20 novembre est une journée nationale de grève générale, à l'appel de la CNTE, de l'EZLN et de l'APPO. Des manifestations ont lieu en solidarité, partout dans le monde.

Alternative Libertaire, le 18 novembre 2006

LIBERTÉ, JUSTICE POUR UNE RÉALISATION

Quand le Peuple aura conscience qu'il est plus fort que ses dirigeants, il n'y aura plus de tyrans.
- Ricardo Flores Magón

Le Conseil indigène populaire de Oaxaca-Ricardo Flores Magón (CIPO-RFM) est une organisation sociale démocratique de Oaxaca au Mexique qui est composée de 26 communautés indigènes, qui compte près de 2 000 membres, et qui observe des us et coutumes à la fois libertaires et traditionnels. Le CIPO-RFM est un mouvement populaire au sein duquel les membres oeuvrent à la défense des droits de la personne, s'impliquent dans des projets communautaires et de préservation de l'environnement, et veillent à combler les besoins sociaux primaires de leur communauté.

Le passé de nombreuses histoires

Près de 60% des 3,5 millions d'habitants estimés à Oaxaca (un des États du Mexique les plus au sud) sont indigènes. Dans cette région, un grand nombre de groupes ethnolinguistiques coexistent tels les Amuzgos, Chatinos, Chinanteco, Chocho, Chontal, Cuicateco, Huave, Ixcateco, Mazateco, Mixe, Mixteco, Náhuatl, Triqui, Zapoteco, Zoque, et Popoloca. Tout comme le Chiapas et le Guerrero, États du sud ayant aussi une dense population autochtone, l'économie agraire de Oaxaca croupit dans la pauvreté. Toutefois, ce qui différencie Oaxaca de ces États est en fait un centre de conflits perpétuels, et le nombre infime de terres privées qu'on y retrouve. En effet, 80% de ses terres sont exploitées collectivement.

C'est en 1997, suite à la fusion d'organisations anarchistes, marxistes, et indigènes, que le CIPO-RFM voit le jour. Un de ses précurseurs est le Mouvement magoniste indigène, un groupe anti-capitaliste formé dans les années 80 en réaction aux conflits agraires et à la répression sociale présents dans l'État d'Oaxaca. Le groupe s'inspire aussi grandement de Ricardo Flores Magón, autochtone révolutionnaire et libertaire originaire de Oaxaca, figure de proue de la révolution mexicaine de 1910.

Magón et ses adeptes, à compter de 1892, devinrent « la plus active opposition au régime d'alors, celui de Diaz, par leur participation à des grèves, leur organisation de soulèvements, et la propagation incessante de leurs idées », et ce, principalement à l'aide de leur journal *Regeneración*. Magón insistait sur l'importance que les indigènes défendent leurs terres à travers une lutte révolutionnaire générale, et sur la nécessité d'une révolution sociale pour acquérir une autonomie. Toutefois, le CIPO-RFM affirme que le magonisme ne se restreint pas aux concepts de Magón, mais qu'il tient également

compte des mœurs du patrimoine indigène, et de l'héritage légué par tous les hommes et femmes du Mexique qui, d'ailleurs, prirent part un jour ou l'autre à la lutte.

l'action directe, et l'opposition à l'État et à la politique électorale. Et dans le contexte culturel de Oaxaca, chacun de ces idéaux est bien réel.

Le CIPO-RFM appuie l'EZNL (Armée zapatiste de libération nationale) du Chiapas, mais a plutôt opté pour un soulèvement pacifique, question de ne pas paver la voie à une répression militaire de la part de l'État. Le CIPO-RFM ne croit pas que la révolution sera spontanée, mais la décrit plutôt tel un processus lent et soigneusement planifié. Il rejette l'État et les partis politiques, mais cherche continuellement à s'affilier à toutes autres organisations, communautés, et personnes désireuses de mener une lutte pour la libération des leurs.



Pratique et stratégie

« Nous ne sommes peut-être pas des héros, des guérillas ou des révolutionnaires, mais nous réalisons nos rêves. »

- Le Conseil indigène populaire de Oaxaca, Ricardo Flores Magón

« Liberté, justice, autonomie », telle est la devise du CIPO-RFM qui a pour mission d'aider les gens et les travailleurs à s'organiser librement, et ce, sans égard à leur adhésion. Le CIPO-RFM met en place des projets de support à la production, aux services et au commerce. Il œuvre au développement de médias alternatifs à travers des stations de radio, l'internet et la télévision, et ses activités rejoignent des préceptes bien connus de tous les libertaires, soit l'aide mutuelle, l'autogestion, la libre association de communautés, la solidarité, l'égalité,

Enfin, le groupe fait aussi partie, comme la NEFAC, du réseau Solidarité internationale libertaire.

Toute communauté qui souhaite devenir membre du CIPO-RFM se doit de respecter la marche à suivre établie. D'abord, les représentants de la communauté sont invités à assister à une présentation générale au cours de laquelle sont énoncés et expliqués les avantages et les désavantages de l'adhésion, ainsi que les risques encourus. Puis, un atelier sur l'importance et la nécessité de s'organiser fait suite à cette introduction. Un deuxième atelier distingue les différentes formes de luttes, et met l'accent sur l'importance d'une organisation de type magoniste et libertaire. Enfin, lors d'un troisième atelier, la communauté soulève et tente de solutionner ses problèmes, puis les participants sont encouragés à

CE, AUTONOMIE >>

LITÉ MAGONISTE

CE TEXTE A ÉTÉ ÉCRIT AVANT L'ÉCLATEMENT DE L'INSURRECTION QUI SECOUR
L'ÉTAT DE OAXACA AU MEXIQUE. IL PERMET DE METTRE LES CHOSES EN PERSPECTIVE
ET PRÉSENTE L'UNE DES ORGANISATIONS SOCIALES ACTIVES SUR LE TERRAIN.

établir des liens entre les difficultés éprouvées par leur communauté et celles des autres. Finalement, au cours du dernier atelier intitulé le *conseil de base*, la communauté se joint officiellement au CIPO-RFM, un plan d'action est élaboré, et le motif de lutte déterminé.

Le CIPO-RFM appuie ses membres dans la résolution de problèmes agraires en protégeant et récupérant des terres arables et des forêts communes. Cette idée de « terre et liberté » triomphe donc par la propriété collective : la terre appartient à la communauté ainsi qu'à ceux et celles qui y travaillent. De cette façon, les récoltes sont redistribuées équitablement aux familles qui y oeuvrent.

Mais ce concept d'autogestion ne se limite pas qu'au travail de la terre. Puisque d'importantes décisions sont prises collectivement lors des assemblées communautaires, il touche également la politique. Chacun des postes de représentantEs au sein du CIPO-RFM est attribué au cours des assemblées, est non-salarié, et est révoquant.

Les magonistes oeuvrent présentement à l'établissement d'écoles communautaires magonistes dotées d'enseignantEs indigènes. Ces centres offrent des ateliers professionnels aux jeunes, des groupes d'étude, et des ateliers qui promeuvent multiples cultures, idiomes, et traditions indigènes.

Ensuite, c'est par la pratique du troc et du tequio que les communautés s'apportent une aide réciproque. Comme l'argent sert surtout à l'acquisition de biens provenant de l'extérieur des communautés, ou qu'il est issu de la vente de produits d'artisanat en ville, ou d'indigènes ayant émigrés, elle est plutôt dévalorisée à l'intérieur de la communauté. Quant au tequio, il s'agit du travail communautaire. Par exemple, si on a besoin d'un moulin, tout le monde

participera bénévolement à sa construction puisque tout le monde en bénéficiera.

Par ailleurs, dans de nombreuses communautés, prendre part au tequio est également la peine qui est imposée lorsqu'une infraction sociale a été commise. Le concept de justice magoniste veut que la peine soit profitable à la communauté, contrairement aux enlèvements, à l'humiliation, à la torture, à la peine de mort, aux travaux forcés, et à l'emprisonnement pratiqués par la société.

L'organisation fait appel à des mesures concrètes afin de s'assurer du respect total des droits des femmes, des jeunes et des minorités ethniques. La lutte contre le machisme est un pivot pour les magonistes qui adhèrent à une pratique du respect de la femme, que ce soit au sein de la communauté, dans l'organisation, à l'école, au syndicat ou ailleurs. De plus, le groupe offre aux femmes une aide à l'éducation, un appui à la défense des droits de la procréation, et des formations en artisanat, en cuisine, en agriculture, et en radio. Au sein du CIPO-RFM, la femme est représentée à chacun des postes de responsabilité. On compte aussi de nombreuses organisatrices d'ateliers sur le combat du patriarcat. Les résultats de ces efforts, autant que le leadership des femmes, sont entre autres observables dans la bataille environnementale menée contre la culture de végétaux génétiquement modifiés.

En effet, des chercheurs universitaires ont découvert que de 20% à 60% des variétés traditionnelles de maïs des communautés membres du CIPO-RFM sont aujourd'hui contaminées par des gènes modifiés originaires de maïs importés des États-Unis. Le CIPO-RFM s'abstient d'utiliser des produits chimiques ou des pesticides, et fait uniquement appel à des techniques qui visent l'amélioration des

techniques traditionnelles de culture. Il opte d'ailleurs pour une production autosuffisante.

L'organisation se mobilise également contre les accords de libre-échange ravageurs tels que la Zone de libre-échange nord-américaine et le plan Puebla-Panama, dans le but de protéger leur mode de vie, leurs coutumes et leurs traditions. Pour eux, ce libre-échange capitaliste imposé menace de les transformer en esclaves salariés, de détruire la biodiversité dont ils jouissent en exploitant leurs terres et leurs eaux aux fins de l'industrie et de déposer des brevets sur leurs plantes médicinales au seul profit des multinationales.

La stratégie de révolution du CIPO-RFM reste donc de protester contre les forces oppressives et meurtrières de l'État et du capitalisme, par la création d'institutions alternatives qui savent répondre aux besoins politiques, économiques et sociaux des communautés. Dans la sphère politique, ils ont créé des assemblées démocratiques; ils ont mis sur pied des coopératives afin de subvenir à leurs besoins économiques, et ils ont également élaboré une panoplie de projets sociaux tels que des ateliers antipatriarcaux, un centre communautaire indigène dans la ville de Oaxaca et des programmes éducatifs.

Répression

« La solidarité des autres est notre seule défense. »

- Praxedis G. Guerrero, Puntos Rojos (1906)

Le CIPO-RFM affirme que la principale bête noire du gouvernement est que « nous mettons un frein à leurs institutions économiques et politiques, nous rejetons leurs salaires, la propriété privée, l'État, et les partis politiques ». >

Cependant, même si le CIPO-RFM privilégie le pacifisme et la coexistence, et rejette l'usage de la violence dans la résolution de conflits, il demeure malgré tout affligé par la persécution et la répression dont sont victimes tous ceux ou celles ayant des liens avec l'organisation. En effet, depuis sa création en 1997, on compte 212 personnes détenues, 47 enlèvements, 103 raids militaires, policiers et paramilitaires dans les communautés membres de l'organisation, 500 mandats d'arrestations, 22 victimes de torture et 277 blessés graves.

Parmi les cas les plus connus, on se souvient de la détention et la torture de 106 indigènes le 18 avril 1998, et de l'enlèvement et la torture de 46 indigènes le 1^{er} janvier 2002. Le CIPO-RFM a organisé plusieurs manifestations, mené des actions directes et des occupations pour réclamer la libération de ses membres; et afin d'élargir le mouvement de solidarité, les membres du CIPO-RFM ont également effectué une tournée en Europe en 2001 et une autre au Canada en 2005, au cours desquelles ils donnaient des conférences.

Sous le poids d'une menace d'emprisonnement ou encore d'assassinat, des membres n'euvent d'autre choix que celui de fuir leur communauté. Des

centaines d'entre eux mènent donc présentement leur vie aux États-Unis. Raul Gatica et César Chavez Garcia se sont vus dans l'obligation de s'exiler suite au harcèlement continu et aux tentatives d'assassinats perpétrés contre eux.

Il n'est pas surprenant non plus que le gouvernement de Vicente Fox ait augmenté l'effectif militaire et paramilitaire au Chiapas, à Guerrero et à Oaxaca. Au début de 2005, suite à l'élection de Ruiz Ortiz en tant que nouveau gouverneur de Oaxaca, on a vu la situation sociale et politique se détériorer gravement, et ce, surtout à l'égard des indigènes. Les résultats de cette détérioration sont les crimes politiques, les conflits inter-communautaires, les détentions arbitraires et la criminalisation des luttes sociales.

Parmi les attaques les plus récentes : l'emprisonnement de nombreux membres du CIPO-RFM dû à leur opposition à la répression et au vol de terres à San Isidro Aloapam. Depuis décembre 2005, 15 d'entre eux sont toujours détenus. Depuis juillet 2005, la communauté de Soledad, Sola de Vega, un village dont la majorité des citoyens sont membres du CIPO-RFM, est encerclée par des paramilitaires subventionnés par l'État. Ceux-ci empêchent toute entrée d'approvisionnement alimentaire ou médical, et ont reçu l'ordre « d'exterminer »

tout membre du CIPO-RFM qui tente de franchir leurs lignes.

Le CIPO-RFM tient à souligner qu'il n'est nullement désireux d'accéder au pouvoir afin de changer le monde. Ses membres croient plutôt que le vrai pouvoir émane de la collectivité et des communautés, et c'est en ce sens qu'ils promeuvent et élaborent l'organisation des gens entre eux. La libre-association, la démocratie directe, l'autonomie, l'aide mutuelle et le travail collectif se trouvent à la base de leur vie quotidienne, et fondent leur perspective de la libération des leurs et de tous ceux et celles qui à travers le monde sont en proie aux formes de domination actuelles.

L'auteure de ce texte, Diana, est une anarchiste espagnole qui vit à Boston. Elle travaille auprès des enfants, et est membre du collectif Boston por CIPO-RFM.

La version originale anglaise de cet article a été publiée dans le numéro 9 de la revue anglophone de la NEFAC, *The Northeastern Anarchist*.
Traduction : NEFAC-Montréal.



NOTRE CRIME ?

DÉFENDRE NOS DROITS !

ENTREVUE AVEC UN MAGONISTE

Le Conseil indigène populaire de Oaxaca-Ricardo Flores Magon (CIPO-RFM) est un groupe de solidarité dont le but est d'apporter un soutien aux villages autonomes autochtones de l'État de Oaxaca au Mexique qui sont aux prises avec l'État et la répression exercée par les paramilitaires. Puisque les membres du CIPO-RFM ayant émigrés aux États-Unis sont nombreux, nous avons eu l'opportunité et le privilège de discuter personnellement avec eux de la situation dans laquelle se trouvent leurs communautés.

La NEFAC et le CIPO-RFM sont toutes deux membres de Solidarité internationale libertaire, un réseau pour la solidarité et l'aide mutuelle des « organisations anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, et toute organisation sociale non-partidaire clairement anti-étatique fonctionnant selon les principes libertaires ».

L'automne dernier, nous avons donc eu la chance de nous attabler avec un ancien membre du comité organisateur du CIPO-RFM qui vit maintenant aux États-Unis. Celui-ci est boulanger et travaille sur une ferme. C'est donc autour d'un savoureux repas et de quelques bouteilles de vin que nous avons pu en apprendre davantage quant à ce remarquable projet en pleine réalisation à Oaxaca.

NEA : Parlez-nous de vous.

Je m'appelle Alfonso et je suis de la communauté Plan de Zaragoza Nuyoo dans l'État de Oaxaca.

Dans ma communauté, nous avons des problèmes à cause du gouvernement. Des représentants viennent dans nos communautés pour acheter nos votes, mais ils nous oublient aussitôt. Ils nous promettent beaucoup de choses, comme de la nourriture, des écoles, des routes, des hôpitaux et des soins, mais ils ne tiennent jamais leurs promesses.

Ce sont de telles raisons qui nous ont poussées à nous joindre au Conseil indigène populaire de Oaxaca-Ricardo Flores Magon (le CIPO-RFM), la maison des pauvres qui luttent pour la justice [...].

Il y a présentement 30 communautés qui font partie du CIPO-RFM : Chatinos, Mixtecos, Chinantecos, Yucatecos, Zapotecos, Triquis, noirs et métis [...]. Nous avons réalisé que la meilleure façon de s'organiser serait de rejoindre le CIPO, puisque le gouvernement ne nous apporte aucune aide.

Nous sommes plusieurs communautés à faire face aux mêmes problèmes agraires, et à voir de nos camarades se faire assassiner, mais le gouvernement ne fait toujours rien [...]. Il préfère exploiter les forêts, l'eau, les animaux...

NEA : Quels objectifs ont été atteints depuis que votre communauté est membre du CIPO ?

Le gouvernement nous a donné bien peu : du logis, mais rien de significatif [...]. Ils ont construit de petits ponts, mais seulement de très petits ponts. Ce qu'on veut vraiment voir se concrétiser, c'est la résolution des problèmes agraires qui, eux, sont en lien étroit avec la justice...

Sans oublier le respect des femmes, des enfants et des personnes âgées; et la reconnaissance de nos mœurs, nos coutumes, et notre façon de penser qui diffère beaucoup de celle du gouvernement.

NEA : À quels types de problèmes agraires sont confrontées les communautés ?

Camarades assassinés, victimes de torture perpétrée par le gouvernement, enlèvements [...]. Les paramilitaires volent notre bois, prennent notre eau, et bien d'autres choses... Les problèmes agraires surviennent quand ils nous volent nos lots de terre [...]. Ils essaient aussi de vendre

notre culture, notre langue, nos danses et nos costumes traditionnels.

NEA : Quel usage faites-vous de la terre ?

On y sème du maïs et des fèves (de la nourriture de base : maïs, fèves, oignons, herbes, ail, etc.). Ce sont des terres communautaires – des terres gratuites – et on refuse qu'ils nous les prennent, parce que si ils nous les enlevaient, on n'aurait nulle part où aller.

NEA : D'où viennent les gens qui se joignent aux paramilitaires ? Est-ce que certains d'entre eux proviennent des communautés, ou sont-ils d'ailleurs ?

Ils sont originaires d'autres communautés. Ils volent, mais le gouvernement les dirige et les paie toujours. Ils viennent dans nos villages sous les ordres du gouvernement, et agissent de telle sorte que le gouvernement paraisse innocent.

On les appelle paramilitaires parce qu'ils sont armés, mais en fait ce sont des gens qui viennent des villages [...]. La moitié d'entre eux sont des autochtones, et l'autre moitié sont des membres du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) qui supporte les paramilitaires.

Nous, notre lutte est pacifique, et il n'y a aucune communauté où paramilitaires et membres du CIPO se côtoient [...].

Nos seules armes sont notre voix et les animaux. On fait appel aux rats, aux coquerelles, et aux cochons dans le but d'obtenir l'attention du gouvernement. On se rend là où les autorités travaillent, puis on lâche nos bêtes. ➤

Une fois, on a lâché quatre rats et quatre souris dans un bureau du gouvernement, et les employés criaient et grimpaient sur leurs chaises. Le lendemain, la presse rapportait qu'on en avait lâché des centaines! L'objectif était de capter l'attention du gouvernement.

Cette tactique nous a permis d'obtenir des matériaux de construction, mais aucun progrès quant à la répression; et parce qu'on pose de tels gestes, on est accusés de défendre nos droits, de défendre nos communautés. Le gouvernement cherche à nous faire passer pour des meurtriers, des criminels. C'est complètement absurde.

NEA : Avez-vous des amis ou des camarades présentement emprisonnés ?

Deux de nos membres sont présentement détenus à la prison ETLA. L'un s'appelle Joaquín Pérez, et l'autre Juan Alavez. Les deux sont de San Isidro Aloapam, et leur « crime » est celui d'avoir défendu leurs forêts, leur communauté, et leur eau. Ce sont les seuls crimes – ou plutôt les raisons – pour lesquelles ils sont emprisonnés.

NEA : Vous avez mentionné votre communauté; nous sommes curieux de connaître comment vous vous êtes engagés.

À l'âge de quinze ans, j'ai quitté ma communauté pour aller étudier à Oaxaca puisqu'il n'y avait pas de travail sur la terre, ou plutôt, il y avait du travail, mais pas d'argent à gagner (alors c'est impossible de subvenir à ses propres besoins). C'est donc par nécessité que j'ai déménagé en ville. Là, j'ai commencé à apprendre le Mixteco, et à en connaître davantage sur Plan de Zaragoza. Puis, j'ai réalisé que mon peuple est mon peuple, et que je n'avais aucune raison de l'abandonner.

C'est à ce moment que j'ai découvert que ma communauté faisait partie du CIPO-RFM. Avant, les gens ne connaissaient rien. Les rues n'étaient même pas pavées, il n'y avait pas de marché, pas d'école. Mais à mon retour, j'ai pu constater le progrès accompli par ma communauté. Les femmes menaient même un projet pour faire pousser des légumes biologiques.

De tels projets n'ont pas été accomplis que dans ma communauté, mais dans d'autres qui s'entraident grâce à la guetza qui signifie « aide mutuelle » en mixteco.

Quand je suis revenu, les gens de mon village parlaient du CIPO, et disaient : « On continue dans

cette voie. Aucune raison justifie qu'on laisse plus longtemps le gouvernement s'infiltrer dans notre communauté pour profiter de nous ». Le CIPO, lui, ne cherche pas à amadouer les membres des communautés avec des vêtements, un kilo de riz, ou un litre d'huile à cuisson. Non. Il fait en sorte qu'on travaille ensemble. Qu'on soit unis.

Des visiteurs de partout dans le monde sont venus avec le CIPO pour offrir des ateliers sur différentes techniques et savoir-faire, comme la conception de



vêtements, la radio communautaire, l'informatique et la sérigraphie. Ils nous ont également renseigné sur leurs pays d'origine.

Il y a aussi l'entraînement des femmes, mais je ne m'y connais pas trop. Il y a une branche du CIPO-RFM qui s'appelle la Zone des femmes, et elles y organisent des discussions, et y dirigent des ateliers. La voix des femmes est valorisée au sein du CIPO. On reconnaît que les femmes peuvent faire autant, sinon plus que les hommes.

NEA : Pourriez-vous nous en dire un peu plus quant à l'organisation et la prise de décisions au sein des communautés membres du CIPO ?

Il n'y a aucun chef, et aucun ordre n'est donné à qui que ce soit. On tient des assemblées, et tout est décidé collectivement. On prend les décisions lors des conseils de base, et avec l'accord des gens. Puis, on mène à bien nos décisions par l'intermédiaire du comité organisateur.

Dans les communautés, personne ne cherche à s'emparer du pouvoir, et personne ne souhaite être le patron de quelqu'un d'autre. Il y a une entente qui veut que chacun respecte son prochain, et les gens s'en remettent à leurs représentants pour la prise de décisions [...].

NEA : Quels sujets sont abordés, et quelles décisions sont prises lors des assemblées ?

Dans les assemblées, on parle des problèmes auxquels font face les communautés, comme le manque d'eau potable, les projets qu'on envisage réaliser avec les vaches et les abeilles. On choisit qui sera responsable de ces projets. C'est de ce genre de choses dont on discute.

NEA : Quel rôle jouent les représentants ?

Les représentants du comité organisateur habitent dans la maison du CIPO qui se trouve dans la ville de Oaxaca. Les représentants des comités de base, eux, vivent au sein des communautés.

Quand cela devient nécessaire (une fois par mois, ou chaque deux mois), on tient ce qu'on appelle un « conseil des conseils » au cours duquel les conseils de base et le comité organisateur sont réunis pour discuter des problèmes. Après ce type de réunion, les membres de chaque conseil de base retournent dans leurs communautés, et fournissent un compte rendu du « conseil des conseils » à tous les membres du CIPO.

NEA : Qui est membre du comité organisateur ?

Le comité organisateur compte un ou deux délégués de chaque communauté, ce qui équivaut à trente camarades, peut-être plus. Les délégués peuvent occuper leur poste 3 ans [...]. Ils gèrent les problèmes des communautés, et des fois ils sont aussi invités à visiter d'autres pays en tant que délégués.

Les membres du comité organisateur sont là de leur propre chef. Ils travaillent bénévolement, ils ne sont pas payés pour ce qu'ils font. Mais pour compenser, il y a l'aide mutuelle : pendant qu'ils vont au comité, on s'occupe de leurs terres, et on mène des collectes de fonds pour financer leurs dépenses [...].

NEA : Nous avons entendu parler du tequio qui sert à la fois de projet communautaire et de sanction. Pourriez-vous élaborer ?

La communauté élit quelqu'un qui, pour un an, sera chargé de voir à ce qui doit être fait (ex. : réparer la route).

Un exemple de tequio est quand les gens s'unissent pour faire la récolte du maïs ou des fèves. Ils récoltent ensembles, puis vendent ensembles. Les profits peuvent ensuite servir à payer l'électricité,

mais aussi à acheter des crayons et du papier à imprimante, par exemple.

En ce qui concerne les peines pour les infractions commises dans nos communautés, je tiens à préciser qu'il n'y a aucun meurtre. Une des pires choses qui se produit dans nos communautés est lorsqu'un homme use de violence contre une femme, ou s'en prend physiquement à un autre membre de la communauté. Quand cela se produit, on enferme la personne, et parfois on lui donne une contravention. Il y a des maisons qui servent de prisons; elles sont construites en pierre ou en pisé. Ils restent donc là pour 24 heures, sinon on leur demande de payer une petite amende [...].

Il existe une communauté zapotèque qui, pour une inconduite telle que frapper un membre, inflige un tequio qui peut durer jusqu'à une semaine.

à lire et à écrire grâce à la création de tracts et de brochures, de jeux de questionnement, de narration d'histoires [...].

Je viens de terminer mes trois années – passées au sein du comité organisateur – durant lesquelles j'ai aidé à réunir des fonds pour la maison du CIPO. Le gouvernement ne nous donne pas d'argent, et on ne lui en demande pas parce qu'on sait qu'on peut accomplir ce qu'on veut entre camarades. Tout ce qu'on demande au gouvernement, c'est de régler les problèmes qu'il a causés.

NEA : Pouvez-vous nous donner plus de détails sur la maison du CIPO ?

La maison du CIPO, c'est la maison des autochtones qui donnent un peu de ce qu'ils ont tout en luttant. Certains donnent du ciment, du gravier, du sable, ou d'autres matériaux nécessaires à la construction de la maison... On est maintenant tout près

participation à des tequios, ou simplement en séances d'observation [...]. Une partie de notre travail consiste en la visite de communautés pour discuter. On parle de ce qui se passe à Oaxaca, si il y a eu des améliorations ou non, du progrès, ou des problèmes.

La formation de camarades à différents types de travail, et l'enseignement, font aussi partie des tâches du comité organisateur [...]. Mais notre manière d'expliquer est surtout pratique puisque les gens ne sont pas nécessairement scolarisés, et que pour eux, il est parfois difficile de raisonner. Le comité fait ce qu'on appelle du « renforcement de capacités »; pour les enfants aussi, peu importe l'âge. Pour mieux aider les gens à comprendre, on fait appel à des jeux éducatifs et on utilise des grandes images pour expliquer...

Sur un autre plan, quand un camarade d'un pays étranger vient nous visiter, le comité doit en avvertir la communauté. Il doit informer la communauté de la venue de la personne, parce que sans autorisation aucune visite n'est permise... Ou plutôt, le visiteur sera toléré, mais ignoré de tout le monde. On accueillera chaleureusement la personne seulement si son nom et le but de sa visite sont annoncés au préalable. Des fois, des gens viennent pour réaliser des projets avec la communauté, comme cette femme espagnole qui est venue à Plan Zaragoza pour enseigner aux gens la panification.

NEA : Est-ce qu'il y a beaucoup de non-autochtones impliqués dans le CIPO ?

Dans la maison du CIPO, on est tous égaux. On ne met personne à l'écart. Autochtone ou non, et de différentes religions (catholique, évangélique, ou autres), c'est du pareil au même. On ne fait pas de distinction. On est tous frères et sœurs. Les non-autochtones nous traitent bien, et on leur rend la pareille.

NEA : Pouvez-vous nous parler de votre venue aux États-Unis ?

Eh bien, c'est par nécessité que je suis venu ici. Beaucoup de membres du Conseil indigène ont immigré aux États-Unis. Passer la frontière est très risqué parce que l'Immigration est sur les lieux. Mais comme on n'a pas d'autre choix, on traverse, adienne que pourra. C'est tellement triste traverser la frontière; on doit endurer les épines sous la peau, le manque de nourriture. Il n'y a pas d'eau non plus.

Au Mexique, il n'y a pas de travail, ou très peu et très mal payé : dix dollars par jour. À cause de cela, on s'en va, on traverse. Même si on sait que c'est dangereux... Parfois, on s'arrête aux étangs où les vaches boivent, et même si c'est vraiment très sale, on y boit. On n'a pas d'autre choix. Passer la frontière, c'est passer dans la peur. Chaque fois que tu vois quelque chose, tu dois te précipiter dans les buissons. Mais dans le désert, ils sont plutôt rares les buissons.

La traversée dure deux, trois, quatre jours de marche, ou cinq nuits [...]. L'arrivée en Arizona est



Québec : manifestation de soutien avec l'APPO.

NEA : Et qui décide de la durée durant laquelle cette personne devra travailler au tequio ?

Les gens, la communauté. Puisque c'est une coutume de la communauté, on doit la respecter. Dans la communauté que j'ai mentionnée, c'est de la durée du tequio en tant que peine dont on décide. Par contre, dans ma communauté, on a seulement la prison de 24 heures. Et dans d'autres communautés, les accusés doivent parfois travailler au tequio en aidant à la construction d'une route, ou en entretenant les vaches, les bœufs, ou les chèvres [...].

NEA : Est-ce que les personnes qui ont fondé le CIPO sont toujours actives au sein de l'organisation ?

Elles sont encore dans les parages. Elles participent à la formation d'autres membres en leur montrant

d'avoir fini. Cette maison est un bon exemple de tequio. Un tequio accompli sur une base volontaire sans rémunération. On rêve tous d'avoir une grande maison avec un très grand terrain qui nous permettrait de vivre ensemble, et aussi avec des gens d'autres pays.

Le comité organisateur se trouve là, et chaque semaine deux membres de communautés différentes viennent garder la Maison. Ils répondent au téléphone, prennent les messages, et reçoivent les invités qui visitent la Maison, cuisinent pour eux. Puis, quand la semaine est terminée, deux nouveaux gardes viennent les remplacer [...].

NEA : Dites-nous-en davantage quant à votre travail au sein du comité organisateur.

Mes tâches sur le comité consistaient en la visite de différentes communautés et camarades, en la

elle aussi très triste. Il y a une maison qui appartient aux passeurs [...]. C'est une toute petite maison où il fait très chaud et il y a très peu de nourriture. Le chemin de la frontière à cette maison se fait aussi dans l'inquiétude et l'anxiété. Quand on est arrivés, on nous a pris dans une voiture ou une fourgonnette, dans laquelle on a dû rester accroupis très bas et par moments demeurer sur nos flancs vraiment longtemps.

NEA : Ça a été comment de se retrouver sur la Côte-Est (des États-Unis) ?

On ne connaissait personne, pas même quelqu'un à qui demander un peu d'argent. C'est difficile. Mais en ce sens, Dieu est grand et il nous aide beaucoup. Il aide les immigrants... Nous sommes arrivés à un champ, et avons restés dans une maison. Même si il y faisait froid, nous n'avions pas d'autre choix.

Les camarades malchanceux, eux, sont arrêtés par l'Immigration et emprisonnés. Puis, ils sont renvoyés au Mexique après qu'on ait pris leurs empreintes digitales comme si ils étaient des criminels.

D'autres camarades détenus, lorsqu'ils arrivent à la frontière mexicaine, ils doivent répondre à toutes ces questions du type : « Pourquoi es-tu allé là-bas ? » ou « Que voulais-tu faire là ? ». Ils se foutent toujours de leur gueule. Ils savent pourtant bien, mais ils continuent à questionner [...] : « Qui c'est ton guide ? » Dans un mauvais langage, bien sûr... « Retourne dans ton village, t'as rien à faire ici. »

NEA : J'aimerais maintenant vous questionner quant à votre expérience en tant qu'activiste en sol américain. Dans quoi êtes-vous impliqué, et quelle est votre opinion des mouvements immigrants, et des autres luttes menées aux États-Unis ?

J'aimerais bien penser qu'il est possible de mener une meilleure vie ici, mais c'est faux. Dans les champs, les produits chimiques et les pesticides nous font aussi souffrir... Ça nous affecte beaucoup. Je suis maintenant membre d'une autre organisation...

Le problème de détention règne dans de nombreux États – la police détient des immigrants qui n'ont commis aucun crime. Elle vient à nous et nous demande des documents qu'elle sait qu'on n'a pas [...]. Elle peut demander à quelqu'un de lui montrer ses papiers, ou son permis de conduire, mais comme cette personne n'a pas ses papiers de résidence, elle n'a pas de permis de conduire.

Aussi... les salaires sont tellement bas que tu finis par travailler beaucoup pour très peu. C'est donc la même chose ici ou là-bas. L'organisation soutient les travailleurs. On nous explique quels sont les effets des pesticides, des contaminants, ce genre de choses. L'organisation tient aussi des discussions sur le terrain quant aux maladies transmissibles sexuellement et au SIDA. Elle demande au gouvernement américain d'attribuer des cartes qui permettraient aux immigrants qui travaillent d'obtenir leur permis de conduire.



NEA : Est-ce que les autres membres du CIPO qui se trouvent aux États-Unis et travaillent sur des fermes s'organisent aussi ?

Eh bien, c'est difficile parce que la plupart d'entre nous ne travaillent pas sur les mêmes quarts, certains travaillent douze heures par jour, et on ne travaille que six mois par année. Donc, ce n'est pas facile de se réunir. Il y en a qui se lèvent tôt, d'autres plus tard, alors même décrocher le téléphone pour dire bonjour devient compliqué.

On continue à informer les gens de ce qui se passe avec nous par l'entremise du CIPO-RFM, et on réalise que notre situation est très similaire à celle des autres. Du Nord au Sud, c'est du pareil au même.

C'est la même chose dans chaque État. Les mêmes problèmes avec l'Immigration et la police... Quand un de nous tombe malade, on est certain d'avoir de mauvaises expériences avec les médecins dans les hôpitaux. Ils ne nous comprennent pas, et nous soignent pas comme ils soigneraient des êtres humains. Mais il existe des gens ici qui ont bon cœur et nous aident, nous conduisent chez le médecin, et nous expliquent comment fonctionnent les choses puisqu'on ne parle pas anglais. Par contre, il faut être chanceux, parce que ces gens sont rares.

NEA : Quelles sont les prochaines choses que vous souhaiteriez voir se réaliser aux États-Unis ?

Il y en a beaucoup, mais il y a beaucoup de gens par ici! Je ne peux pas vraiment répondre à cette question parce qu'il y a tellement de gens de différents pays. Il n'y a pas que des Mexicains ici.

NEA : Pour les Mexicains alors...

Que nous obtenions un genre de permis qui nous permettrait d'entrer et sortir du pays. On ne vient pas ici pour voler, seulement pour travailler. Mais ce devrait être pour tout le monde, pas juste pour les Mexicains, parce que je pense que les gens d'autres pays viennent aussi ici pour travailler, ils ne viennent pas pour... Ce ne sont pas des terroristes. Ce sont simplement des personnes travaillantes.

NEA : Et qu'aimeriez-vous voir se concrétiser prochainement dans Oaxaca ?

J'aimerais que le gouvernement résolve tous les conflits en lien avec les membres du CIPO, et qu'il n'y ait plus d'affrontements, ni d'assassinats [...]. Qu'ils arrêtent de persécuter nos membres [...] et qu'ils emprisonnent les vrais meurtriers. >



Ne pas avoir à demander de permission au Parti ou aux riches pour pouvoir rester indépendants des partis politiques. Le gouvernement devrait aussi supporter davantage les gens malades parce que c'est pénible : dans de nombreuses communautés, il n'y a aucun hôpital, donc les malades doivent faire jusqu'à dix heures de route pour en atteindre un ; parfois ils meurent.

L'éducation devrait aussi être accessible à tous ceux qui désirent étudier. Ils devraient fournir des écoles, et de l'eau potable. Avoir l'électricité et le téléphone, deux choses auxquelles certaines communautés n'ont toujours pas accès. Et mettre à la disposition de ceux qui n'ont rien un logis quelconque.

Qu'ils arrêtent aussi de nous voler notre culture.

NEA : Comment se porte la lutte du CIPO-RFM selon vous ?

Le gouvernement cherche à se débarrasser de nous et à en finir avec le CIPO. Ils vont dans les communautés membres du Conseil indigène pour offrir un kilo de riz ou des matériaux de construction, et comme les gens ne sont pas éduqués, ils ne comprennent pas ce que le gouvernement tente de faire. Mais le CIPO ne rejette pas les gens qui collaborent avec le gouvernement. On continue plutôt à travailler avec eux, et à les informer de sorte qu'ils finissent par réaliser par eux-mêmes. Et on espère qu'ils s'apercevront de ce qui se passe, et collaboreront avec le CIPO [...].

Des fois on gagne, des fois on perd. Il y a des hauts et des bas. Mais le CIPO tient bon, continue à livrer son combat. Même si le gouvernement persiste à nous emprisonner et à nous persécuter, il ne réussira jamais à nous faire taire.

Cette entrevue a été réalisée par Dawn, MJ, Dominic, et Diana : deux membres de NEFAC-Boston et deux membres de Boston por CIPO-RFM et Mouvement Jericho.

La version originale anglaise de cet article a été publiée dans le numéro 9 de la revue anglophone de la NEFAC, *The Northeastern Anarchist*. Remerciements à BD pour la traduction anglaise, et Mel pour la traduction française.

ÇA PREND DES IDÉES POUR CHANGER LE MONDE !



La Page Noire fermera ses portes le 1er juin et sera fermée pour l'été. Dès le mois d'août, nous réouvrirons dans de nouveaux locaux sur la rue Dorchester, à Québec (tout près du café-bar L'Agitée).

<http://lapagenoire.propagande.org>

LIVRES - REVUES - BROCHURES - JOURNAUX - CD - T-SHIRTS

ÉCOLOGIE, FÉMINISME, ANARCHISME ET LUTTES SOCIALES

CLAUDE GAUVREAU, ÉCRIVAIN DE L'ANARCHIE

La série « Sur les traces de l'anarchisme au Québec » fait relâche pour ce numéro de *Ruptures*.
À la place, nous vous proposons un texte qu'un lecteur nous a soumis sur Claude Gauvreau.
Nous en profitons pour rappeler qu'il est toujours possible de soumettre des textes à la revue.
Contact : nefaquebec@yahoo.ca, avec la mention « Ruptures » dans le sujet.

*Crossez fumiers de bourgeois!
La lèpre oscille
Dans vos cheveux pourris
Crossez vos banalités
Pas vos filles!
Pas de pitié
Mourez
Dans votre gueuse d'insignifiance*

En 1934, Claude Gauvreau écrit sa première pièce de théâtre. Il est alors âgé de 9 ans. Sept ans plus tard, il prend une décision qui marquera son avenir et celui de l'histoire de la littérature : il deviendra écrivain...

Anarchiste et révolutionnaire, Claude Gauvreau admire Bakounine, Makhno, Garcia Olivier et Ravachol. En guerre permanente contre toutes les formes détestables que prend l'autorité, son dévouement pour la création et la liberté fut total; sa poésie, son théâtre, son action, sa vision de la vie et de la révolution en témoignent. Cet article – qui est en fait le fragment d'une recherche toujours en chantier – nous permettra de saisir comment la pensée de ce poète est celle d'un anarchiste conséquent et lucide, d'abord par un survol de ses positions sur l'art et, ensuite, par un exposé de quelques-unes de ses idées politiques.

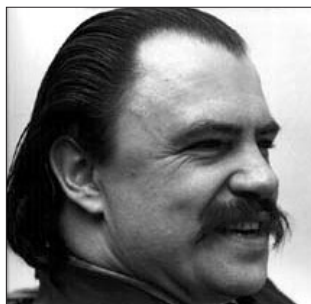
L'art révolutionnaire

Toute l'œuvre créatrice de Claude Gauvreau est peuplée de cris de jouissance et de guerre de libertaires combattant la tyrannie conformiste : Tristet le terroriste libertaire exproprie les bourgeois, Ariane pourchasse Britzneck le tyran, Donatien Marcassillar jeune par amour, Microft Mixeudeim charge épormyablement les portes closes... Les immenses personnages du poète vivent d'amour, de liberté et de révolte; opprimés par une société cruelle et froide, ils tentent, tant bien que mal, de s'émanciper. Dans la pièce *Les Oranges sont vertes*, de puissantes charges contre la censure, cette « gargouille qui vomit hideusement son plomb liquide sur la chair de la poésie », côtoient les appels à la jouissance amoureuse. Cégestelle, qui ne se déplace qu'en dansant, s'exclame :

« Nous sommes des libertaires comblés, nos cerveaux dodus sont ceux de monistes athées à la cuirasse en pelure de mica. J'aime! J'aime! Mes sens sont amour et je voudrai mourir quand le désir sera contrefait. »

Son théâtre et sa poésie, c'est au sein du groupe automatiste, auquel il prend part dès l'âge de 17 ans, qu'il les peaufine. Rassemblés autour de Paul-Émile Borduas, les artistes automatistes créent,

débatent, écrivent et peignent. Bien connus pour le manifeste *Refus global*, cet appel au dépassement de la civilisation chrétienne et de l'« irrévocable décadence » de sa morale et de sa raison, l'action des automatistes est cependant beaucoup plus vaste : ils organisent des manifestations, des lectures publiques, des expositions « contre l'arrivisme bourgeois », des bals masqués; ils appuient les grévistes d'Asbestos, manifestent contre la loi du cadenas, soutiennent Sioui, cet amérindien persécuté par « l'intolérance et la morgue de l'Élite blanche »... Loin de se réduire aux considérations formelles, l'action de Claude Gauvreau et des automatistes désire transformer entièrement la vie. Suivant le



chemin défriché avant eux par les surréalistes, ils explorent les différentes facettes du monde intérieur (le subconscient) et tentent, par l'art, de reconquérir les désirs arbitrairement sacrifiés par la société. La démarche, même si elle est également encadrée par la création artistique, est cependant différente : alors que les surréalistes tentent d'atteindre un état de « neutralité émotive » leur permettant d'explorer les bas fonds de l'inconscient, les automatistes, au contraire, cherchent à provoquer l'émotion. Pour eux, il ne doit pas exister de frontière entre le sentiment et l'acte créateur, entre la conception et l'exécution. Lorsque le désir (en tant qu'aspiration libidineuse) est préservé par la volonté (la rigueur), il accouche nécessairement d'un objet artistique authentique. Cette authenticité devient le critère suprême déterminant la valeur

de l'objet d'art. Cochebenne, dans *Les Oranges sont vertes*, s'exclame ainsi :

« Ce qui fait la valeur de la vie, et surtout de l'art, pour ceux qui ne sont pas des épidermes bouchés par l'infirmité, c'est le rare, l'inattendu, l'inespéré, le surprenant, le saisissant, l'inexplicable aussi, l'inédit, le révolutionnaire, l'incomparable, le prodigieux, l'intense, l'exorbitant, l'imprévu, le bizarre, le baroque, l'irrégulier, le fin, l'extravagant, le délirant, le vibrant, l'inimitable, le précédent, bref le sensible sous tous les angles possibles et impossibles, bref l'unique sous toutes les formes pensables et impensables ».

La création automatiste, puisqu'elle est l'inscription dans la matière d'un désir pur et libéré, est rebelle à tout nivellement et irrécupérable par quelque système que ce soit. Elle est, à cette époque de « régimentation autoritaire rationnelle », la seule « survivante d'une résistance intègre », la manifestation d'une « rupture avec la morale policière méfiante ».

La langue exploréenne

En accord avec cette vision de l'art et de la vie, la création de Claude Gauvreau vient bousculer radicalement notre conception du langage. Avec les automatistes, il croit que l'existence ne se divise pas simplement en « matière » et « esprit ». Se définissant comme moniste athée, il considère que tout produit du cerveau est un produit concret. En ce sens, les coups de pinceaux, comme les mots et les sons, n'ont pas à représenter un objet « réel », ils sont, en eux-mêmes, des réalités autonomes. Il affirme même que la création automatiste est « la plus concrète qui soit » car elle ne tente pas, par l'illusion, de reproduire autre chose qu'elle-même.

Claude Gauvreau utilise donc les mots et les sons comme Riopelle et Barbeau utilisent la peinture. Pour lui, les syllabes et les mots ne sont pas les « laquais de quelque monstre abstrait inexistant », mais bien des valeurs et des teintes. Ils ne sont pas rattachés à des concepts, mais bien à des émotions. Le poète déconstruit la langue et en rebâtit une

nouvelle – celle qu'il qualifie d'exploréenne – à la mesure de sa sensibilité :

« Des voix sans pores me disent que je mourrai

Enflammé dans la carbonisation

Ce n'est pas vrai

Je suis Dieu pour mes sourires secrets

Et en vérité je suis moi-même

Franç noble et plein de liberté

Draggammalamalatha birbouchel

Ostrumaplivi tigaudô umô tansi Li ».

Ce langage, on s'en doute, dépasse largement l'enfermement de la grammaire :

« La syntaxe? La grammaire? Ce sont des conventions (et ces conventions elles-mêmes, en dépit de leurs tendances compréhensibles à l'immobilisation et à la stagnation, sont obligées d'évoluer par le dynamisme de la vie). L'autorité de ces conventions ne repose sur rien d'objectif et d'inébranlable; cette autorité ne parvient à se maintenir que parce que la candeur irréfléchie, le conformisme paresseux et la crédulité la lui concèdent gratuitement sans examen critique rigoureux ».

Et il ajoute :

« Non plausiblement sans quelque malice, l'obsession de la « langue correcte » peut être très bien vue comme une inaptitude (d'ailleurs acquise par dressage négatif) à l'originalité ».

La révolution libertaire

Claude Gauvreau élabore sa pensée artistique à travers plusieurs centaines de lettres et d'articles; mais ces idées, même si elles puisent leurs sources dans l'art et la poésie, ne s'y confinent toutefois aucunement. Sous le « fascisme clérical duplessiste », régime à la fois autoritaire, conservateur, catholique, nationaliste, capitaliste et anti-syndical, il développe, et ce dès son plus jeune âge, une haine profonde envers l'Église et sa morale. De son avis, la religion n'est rien d'autre qu'un « sordide et corrupteur choléra épidermique de l'esprit », les évêques « des détraqués réellement maladifs et répulsifs au point de faire vomir une hyène » et les curés des « cagots hypocritards qui se masturbent en cachette sous leurs draps ». Avec les automatistes, il considère que la civilisation actuelle, qu'elle soit fidèle au libéralisme ou au capitalisme d'État, est toujours et malheureusement la « civilisation chrétienne prolongée et dégénérée ». Ce qu'il désire, c'est, par-delà la civilisation moderne, la reconquête de nos sources émotives enfouies, un renouvellement profond de nos sensibilités; ce que le marxisme-léninisme s'est avéré incapable d'offrir aux masses :

« Le « réalisme-socialiste », c'est l'imbécilité absolue. On prouve ainsi que des transformations économiques importantes peuvent se matérialiser sans impliquer la sensibilité. [...] Il n'y aura pas de révolution authentique sans que la sensibilité soit impliquée ».

Pour lui, le marxisme-léninisme, même s'il peut amener une certaine amélioration économique,

n'est aucunement révolutionnaire, car il provoque également l'abâtissement culturel (par la diffusion de l'art de propagande), le dirigisme et la « pulvérisation de tout germe de dissidence ».

Quelle société désire construire Claude Gauvreau ? Il veut d'une révolution qui permettrait à tous et toutes « d'accéder à ce qu'il y a de meilleur dans une société et même à contribuer à produire ce meilleur ». Une société sans État, sans autorité, sans dogme ni capitalisme, une société socialiste libertaire :

« Le socialisme libertaire sera accompli lorsque tout capitalisme sera aboli : les travailleurs seront possesseurs des moyens de production et l'individu se gouvernera par la maturité spontanée épanouie ».

Cette société devrait mettre fin au travail que des millions de gens sont « forcés » d'exécuter sans passion pour se nourrir. Il juge d'ailleurs que le véritable rôle d'un syndicat devrait être de voir à ce que cette « participation pénible et sans attirance » soit réduite au minimum. De caractère positif, il est très généreux concernant les possibilités de vivre dans un monde meilleur :

« Dans une société libertaire épanouie, le travail-corvée serait à peu près inexistant tandis que la machine et les nouvelles inventions encore imprévisibles du travail créateur des savants produiraient une abondance sans précédent. Ainsi, chaque personne serait libre de créer à son gré. Quant à ceux qui n'auraient aucune aspiration en ce sens, la jouissance la plus excessive leur serait dévolue spontanément. Pourquoi non ? »

Cette nouvelle civilisation permettrait à une infinité d'unicités de naître et de proliférer, vivrait d'amour libre (il considère indécent de mourir avant d'avoir eu mille maîtresses) et de création. Comment arriver à cette utopie ? Il reste vague à ce niveau, n'élabore aucune stratégie ou plan d'action précis. Cependant, il s'organise avec les automatistes d'une façon qui n'est pas sans rappeler celle des anarchistes : l'égrégore. L'égrégore est un regroupement spontané, autonome, volontaire, sans hiérarchie ni structure formelle. Il est la nouvelle communauté, choisie librement sans contrainte ni entrave. Il devient, dans sa définition la plus large, le fragment de la nouvelle civilisation à venir...

Après le dispersement du groupe automatiste au début des années cinquante, le poète se retrouve bien seul. Alors que Paul-Émile Borduas se consacre entièrement à sa carrière à l'étranger, Claude Gauvreau devient le principal défenseur de la cause automatiste; tâche pour laquelle il se dévoue avec un acharnement généreux. Le suicide de sa muse, l'amour de sa vie, Muriel Guilbeault, vient toutefois le briser à jamais. Cette souffrance est immortalisée dans le roman *Beauté baroque* où le poète lui rend hommage :

« Elle était pleine d'amour. Elle était encombrée d'amour. Son amour était en elle comme ses chiens énormes qui font éclater le ventre des petites chiennes enceintes : son amour a crevé dans ses flancs, il a pourri, il l'a emprisonnée.

Accouché dans l'air pur de la vie, son amour eut été une flèche vibrante, une flèche capable de voyager de la terre au soleil. Les prisons, on le sait, sont des fabriques de monstres : contraint au silence de ses entrailles, son amour devenait une salamandre venimeuse. »

Cette perte marque le début d'un nouveau combat pour le poète, cette fois contre la maladie mentale. Ses nombreux mois passés en internement, où il doit subir la médecine brutale et violente de l'époque, l'affaibliront pour toujours.

Ouverture

Au total, Claude Gauvreau écrit plus de sept recueils de poésie, huit pièces de théâtre, des dizaines de textes pour la radio, un livret d'opéra, un roman, un scénario de film et des centaines de lettres et d'articles. De son vivant, seulement deux recueils de poésie furent publiés et ses pièces de théâtre, sauf quelques heureuses exceptions, n'ont jamais été mises en scène. Jamais de son vivant il ne connut le succès ni la reconnaissance du public, même la jeunesse « révolutionnaire » des années soixante le hua copieusement à plusieurs reprises – lors, entre autres, d'une soirée mémorable, à Québec, il dut littéralement quitter la scène tellement les protestations étaient nourries et insupportables.

Au départ individualiste, ensuite socialiste libertaire, la pensée de Claude Gauvreau traverse le spectre idéologique anarchiste d'un bout à l'autre. Contre la civilisation, contre l'Église, contre le capitalisme, contre l'académisme, contre toute forme d'autorité ou de dogme : c'est en son cœur, dans ce qu'elle a de plus radical et d'intransigeant, que sa pensée embrasse l'anarchisme. Toutefois, le poète reste mal connu du milieu libertaire québécois. Révolutionnaires au niveau politique et social, les anarchistes, comme les socialistes, sont néanmoins très conservateurs au niveau artistique. Ils apprécient peu la poésie, la littérature et la peinture – sauf celles qui sont explicitement révolutionnaires – et restent très conventionnels dans leurs choix musicaux. Comme pour l'ensemble de la population, l'art automatiste reste obscur aux yeux de biens des anarchistes, qui sont, fort malheureusement, héritiers des conceptions artistiques réalistes léninistes.

Le 7 juillet 1971, rue Saint-Denis à Montréal, Claude Gauvreau se jette du troisième étage de sa demeure... La société de l'époque n'a pas eu la sensibilité nécessaire pour préserver cet écrivain au talent immense... Et on se demande bien si elle aurait fait mieux aujourd'hui.

Marc-André Cyr, Montréal
(collaboration spéciale)

Face au défi écologique,

Trois révolutions

Les camarades d'Alternative libertaire (France) ont adopté un texte d'orientation sur la question écologique lors de leur dernier congrès. Les textes communistes libertaires sur l'écologie sont rares (c'est dommage). C'est en partie pourquoi nous avons jugé pertinent de le republier.

sont nécessaires

Depuis des décennies, les anticapitalistes posent à juste titre la question de la redistribution des richesses entre le Nord et le Sud. Cependant, dans l'imaginaire commun, la « redistribution des richesses » signifie faire cesser le pillage du Tiers-Monde par l'Occident, pour permettre aux peuples du Sud d'atteindre un niveau de développement équivalent. Pour schématiser, cette revendication peut se résumer à celle d'un rattrapage du « niveau de vie » du Nord par celui du Sud.

Or, ce vieux schéma est bousculé dans son simplisme dès lors que certains pays sont concrètement en train de « prendre leur part » de ce gâteau qu'est la planète Terre, et que cela accélère la destruction des grands équilibres écologiques. L'avènement, en premier lieu, de la Chine et de l'Inde comme puissances industrielles, politiques et militaires obligent les révolutionnaires à repenser de fond en comble la question du modèle de développement.

Avec la crise écologique planétaire, personne ne peut plus nier que le socialisme sera incompatible avec le productivisme et la consommation de masse. En effet, sans revenir aux thèses catastrophistes de Malthus, force est de constater que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Elles pourraient subvenir aux besoins de l'humanité, mais seulement si elles étaient utilisées de façon raisonnable et rationnelle, c'est-à-dire à l'exact opposé de la logique capitaliste qui en elle-même est source de déséquilibre.

1. Le monde est en surrégime

Selon le rapport *Planète vivante* du WWF de 2002, « l'empreinte écologique » de la population mondiale a grimpé de 80% entre 1961 et 1999, pour atteindre un niveau de 20% supérieur à la capacité biologique de la Terre. Les chiffres utilisés dans ce rapport sont contestés, y compris dans les rangs écologistes, mais néanmoins tout le monde s'accorde à en partager l'idée-force, selon laquelle « la consommation des ressources naturelles peut techniquement dépasser la capacité productive de la planète en diminuant le capital naturel de la Terre. Néanmoins, cette situation ne peut être maintenue indéfiniment ».

Cette « empreinte écologique » est la superficie nécessaire (calculée en hectares) pour répondre aux besoins d'un individu ou d'une population en ressources naturelles, et pour absorber leurs déchets.

L'empreinte écologique des États-Unis est la plus importante au monde, avec 2,81 milliards d'hectares, soit environ 9,7 hectares par individu. Vient ensuite l'Union européenne avec 2,16 milliards d'hectares, soit 4,7 hectares par habitant. En troisième position, la Chine ne cesse de monter, avec 2,05 milliards d'hectares, soit seulement 1,6 hectare par habitant ! L'Inde enfin, avec seulement 0,8 hectare par habitant, a déjà doublé le Japon, avec 0,78 milliard d'hectares d'empreinte écologique totale.

La conclusion de cette étude est sans appel : il faudrait six planètes Terre si chaque pays avait un niveau de production et de consommation équivalent à celui des États-Unis. Trois planètes Terre pour un niveau équivalent à celui de l'Union européenne.

Si l'on conserve le schéma classique d'un « rattrapage » du Nord par le Sud, il reste donc encore beaucoup de distance à parcourir pour que « le Sud rattrape le Nord »... alors que les

capacités de renouvellement de la planète sont déjà épuisées. Cette course au développement, qui est aussi une course au contrôle de ressources qui ne cessent de se raréfier, fait peser sur l'humanité un double péril : la montée des guerres impérialistes d'une part, la catastrophe écologique d'autre part.

1.1 Le péril écologique

L'activité humaine est à l'origine d'un ensemble de phénomènes gravissimes, au premier rang desquels le réchauffement climatique, qui pourrait se traduire par une augmentation de la température terrestre de 5,8°C en moyenne, selon les prévisions actuelles, d'ici 2100. On en voit les premiers symptômes avec la multiplication des catastrophes naturelles, la fonte des glaciers du Groenland, de la banquise du pôle Nord, la hausse du niveau de la mer, la désertification. Et au delà des modifications climatiques, d'autres périls écologiques nous guettent : la déforestation, la réduction des ressources halieutiques, la perte de la biodiversité, la pollution irréversible par les déchets nucléaires...

1.2 Le péril impérialiste

Les ressources énergétiques utilisées aujourd'hui (pétrole, gaz, uranium...) sont limitées, et la lutte pour leur contrôle va entraîner une exacerbation des rivalités impérialistes, notamment entre les États-Unis et la Chine. Après le Moyen-Orient, les pays pétroliers africains (Soudan, Gabon, Angola, Guinée Équatoriale, Nigeria, Congo, Saô Tomé e Príncipe, Tchad...) sont le nouveau théâtre de chassés-croisés diplomatiques et de guerres d'influence. Mais la concurrence ne pourra que devenir plus violente, à mesure que les ressources vont se raréfier et que l'appétit énergétique des grandes puissances va augmenter. ➤

2. Le capitalisme n'apporte pas de solution

La société capitaliste peut être contrainte de faire évoluer sa politique, sous la pression d'une part des mouvements sociaux, et d'autre part des choix qui font consensus dans les classes dirigeantes.

Dans chaque pays, les classes dirigeantes sont, à certains moments historiques, amenées à élaborer une « doctrine », pour employer leurs termes. Les secteurs névralgiques du capital, toujours liés à l'appareil d'État, ont une influence déterminante sur l'élaboration de cette doctrine : que ce soit le lobby nucléaire en France, le complexe militaro-industriel en Chine, les multinationales pétrolières aux États-Unis, les magnats du gaz et du pétrole en Russie, etc.

Au niveau mondial, le gotha de l'oligarchie capitaliste s'est depuis longtemps doté d'instances de concertation où l'on s'adonne à la prospective, comme chaque année le Forum économique mondial à Davos ou le groupe du Bilderberg. Les remises en cause du système par lui-même s'expriment déjà dans la doctrine du « développement durable », tirée du rapport Brundtland qui en 1987 préconisait « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Conformément à cette doctrine, les classes dirigeantes occidentales s'engagent de plus en plus dans la voie des nouvelles technologies, du développement des énergies renouvelables, du recyclage des déchets, de la production « propre », etc. Ainsi, principalement dans les pays occidentaux, des innovations technologiques sont mises en œuvre et permettent de ne pas augmenter « trop » l'émission de gaz à effet de serre.

Mais force est de constater que cette « voie » n'apporte aucune solution :

La réduction de la pollution dans les pays occidentaux, en particulier sous la pression des luttes écologiques, est simplement un transfert vers les pays du Sud. Il n'y a eu aucun progrès global sur la planète depuis que ce processus est à l'œuvre, bien au contraire.

De toutes les façons, les mesures prises restent très insuffisantes pour réduire l'empreinte écologique de l'humanité.

Et en dernière analyse, ces propositions ne sont souvent brandies que pour éviter une remise en cause globale du modèle de développement qui ruine la planète.

Alors que les États-Unis ont, pour la première fois, subi de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique, avec la destruction de la Nouvelle-Orléans, l'oligarchie capitaliste est totalement incapable de se poser les questions nécessaires pour enrayer le processus de destruction de la planète.

Les causes de cette incapacité du système capitaliste à l'anticipation et à l'autorégulation sont intelligibles, pourvu que l'on en examine

simplement le fonctionnement. Le capitalisme est fondamentalement une société inégalitaire. Sa logique interne le pousse à une fuite en avant suicidaire. Son idéologie, le conditionnement qu'il impose à la conscience humaine (frustrations et violences provoquées par l'appropriation des richesses par une minorité, absence de solidarité, besoin de consommation sans limite, irresponsabilité individuelle...) et la nécessité d'une croissance exponentielle pour conserver un semblant de stabilité sont des obstacles majeurs rendant impossible un contrôle de son activité.

Au total, loin d'apporter une solution au processus de destruction de la planète, le « développement durable » se contente de proposer un modèle dans lequel les capitalistes s'affirment écocitoyens, là où les luttes écologiques rendent cette étiquette rentable. Ainsi, Total ou la Cogema [ndlr : des multinationales du secteur de l'énergie] sponsorisent largement les actions de « développement durable ».

Cette vision aclassiste est particulièrement perverse car elle tend à faire porter la responsabilité de la pollution sur le consommateur qui ne fait pas son tri sélectif... pour mieux masquer les responsabilités industrielles des multinationales ou des États, qui s'arrogent seuls le droit de déterminer ce qui est fabriqué, et qui modèlent le comportement des consommateurs par la publicité. Il n'y aura jamais de solution sans rompre avec la logique actuelle de la production au service de l'accumulation de profit, pour parvenir à une production organisée pour répondre aux besoins de l'humanité et au service de son bien-être.

Pour remédier à l'actuelle destruction de la planète, il faudra bien plus que la révolution technologique supposée par la doctrine du « développement durable ». Il faudra également une révolution dans les échanges et dans le modèle de consommation. Et on touche là à un ressort vital du système capitaliste, qui est la nécessité de son expansion. Ce qui revient à remettre en cause le capitalisme lui-même.

Ainsi, pour échapper à la destruction de la planète, il n'y a que deux voies possibles :

- soit empêcher les pays du Sud de rattraper le « niveau de vie » du Nord ;

- soit repenser complètement le modèle économique au Nord comme au Sud.

La première voie, aussi cynique qu'utopique, pourrait correspondre à l'expression qu'avait eu George Bush Senior lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992 : « Notre niveau de vie n'est pas négociable ». Puisqu'il est hors de question de réviser le niveau de consommation des États-Unis, le seul moyen serait de maintenir les concurrents à distance, notamment en monopolisant les ressources énergétiques au détriment de la Chine.

La deuxième voie implique une triple révolution : des modes de production, d'échange et de consommation. Loin d'être inéluctablement une régression pour tous du niveau de vie, ce qui est en jeu, c'est une réorientation de l'activité économique, pour retrouver un équilibre écologique.

3. Trois révolutions sont nécessaires

Nous pourrions nous contenter de dire qu'une seule révolution est nécessaire : la révolution socialiste. C'est, en soi, totalement exact. Mais le « socialisme », fut-il libertaire, ne résout pas en lui-même la question du modèle de développement. Au-delà de la question de la propriété des moyens de production et de l'abolition du salariat, le socialisme devra en effet se poser la question de l'empreinte écologique de l'humanité. Et cette perspective nous invite dès à présent à « penser » de quelles révolutions dans les modes de production, d'échange et de consommation, la planète a besoin.

3.1 Révolution dans les échanges : en finir avec la mondialisation

Le réchauffement climatique est dû à l'ensemble des activités humaines émettant des gaz à effet de serre. Il n'existe pas encore d'étude à l'échelle mondiale pour cibler les secteurs les plus polluants de ce point de vue. On s'accordera à penser que les transports, avec le boom du transport aérien, sont en première ligne.

Pour prendre un exemple, en 2003, selon le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA), la France a rejeté 557 millions de tonnes d'équivalent CO₂ dans l'atmosphère. Les secteurs d'activité en cause sont les suivants :

- transport, 26,5 % (contre 22 % en 1996) ;
- industrie manufacturière, 20 % (23 % en 1996) ;
- agriculture, 19,5 % (18 %) ;
- bâtiment/habitat, 18,5 % (18 %) ;
- production d'énergie, 13 % (8 %) ;
- traitement des déchets, 2 % (3 %) ;
- gaz frigorigènes (climatisation) : 0,5 %.

Le secteur des transports est le principal pollueur en volume, et il ne fait aucun doute qu'à l'échelle planétaire, le problème est similaire, du fait de l'explosion des échanges avec la mondialisation capitaliste. La délocalisation des productions est telle aujourd'hui que les différentes composantes d'un produit, au fil des étapes de sa fabrication et de sa distribution, parcourent des dizaines de milliers de kilomètres. Le secteur des transports joue donc un rôle clef dans la mondialisation capitaliste, et les luttes de classe dont il est le théâtre revêtent d'autant plus d'importance.

La remise en cause de la mondialisation capitaliste n'a donc pas uniquement une motivation sociale et anti-impérialiste, elle a également une motivation écologique fondamentale : il n'y aura pas de réduction massive des gaz à effet de serre sans remise en cause de la division internationale du travail, relocalisation des productions et indépendance économique des différentes régions du monde : bien sûr, il ne s'agit pas de prôner une logique d'autarcie, mais celle d'une capacité de développement autonome.

3.2 Révolution dans les modes de consommation : la question de la décroissance

La notion de décroissance est souvent associée à la simplicité volontaire. Les initiatives individuelles se multiplient, à la fois par prise de conscience de l'importance du problème, mais aussi par sentiment de responsabilité directe (notamment à travers le mode de consommation). Ces initiatives constituent des contre-exemples utiles, et permettent de développer la conscience collective du problème, mais en aucun cas un contre-pouvoir. Il est vain d'espérer une généralisation de ce genre de pratiques, la vraie solution ne pouvant être que collective, et passant par une transformation radicale de la société.

Le capitalisme, en plus d'être un système d'exploitation, est aussi porteur d'une logique de mort de l'humanité de façon intrinsèque. Toute alternative à celui-ci devra prendre en compte la dimension écologique, à l'inverse des précédentes expériences de socialisme autoritaire (ou capitalisme d'État).

La notion de « décroissance » en tant que telle n'apporte aucune solution si elle n'est pas associée à une rupture avec le capitalisme. En effet, la crise de 1929 aux États-Unis et la Russie de 1990 ont ouvert des périodes de forte « décroissance » économique. Ces « décroissances » dans le cadre capitaliste n'ont été porteuses que de plus de misère pour les plus démunis, sans rien apporter de significatif en terme de « progrès écologique ».

Nous affirmons que :

L'objectif d'une décroissance reste dérisoire s'il n'est lié à celui de l'appropriation collective des moyens de production. Une vision aclassiste de la décroissance ne constituerait qu'une nouvelle lune idéologique à la mode, et les communistes libertaires n'y peuvent souscrire. Elle conduirait, au pire, à une politique de rationnement pour les classes populaires, au mieux, aux diverses solutions individuelles de « simplicité volontaire » sans impact global.

La « décroissance » est un aspect et non la totalité de la solution au bouleversement climatique — il faut y adjoindre une révolution dans les modes d'échange et de production.

La « décroissance » ne peut être un objectif dans l'absolu : si les pays du Nord consomment trop, nombre de pays du Sud ont besoin de développement, d'infrastructures de transport, d'éducation, de santé. Et y compris au sein des pays du Nord, un accès amélioré aux mêmes services pour les groupes sociaux défavorisés est une nécessité.

Militant(e)s communistes libertaires, nous n'avons aucun penchant pour l'exotisme qui voit dans le dénuement et la pauvreté un « supplément d'âme » à ce monde sans pitié. La nécessaire révolution dans les modes de consommation ne peut donc s'entendre que différenciée selon les régions du monde. Pour schématiser : il faut que

les « riches » consomment moins pour que les « pauvres » vivent mieux.

La « solution au déficit écologique » signifie un bouleversement économique impliquant une redéfinition :

- de la finalité de la production, organisée uniquement pour satisfaire les besoins de l'humanité ;

- de la meilleure utilisation possible des innovations technologiques, pour éliminer la plus grande partie de la pollution, de la généralisation du recyclage, de la production de biens matériels qui ne seront plus conçus pour tomber en panne après quelques années ;

- du mode de transport (automobile, transport collectif, route, rail, aérien) ;

- de la place des emballages, de la publicité ;

- des choix énergétiques (énergies fossiles, énergies renouvelables, économies d'énergie).

Au total, c'est à une redéfinition générale du nécessaire et du superflu dans le système économique qu'il faut réfléchir. Notre objectif n'est pas celui d'un appauvrissement de l'humanité, mais une révolution dans les modes de vie : une baisse drastique de la consommation de produits matériels et un enrichissement de la vie sociale et culturelle, un développement des relations sociales, de la culture, de l'art, de la connaissance...

3.3 Révolution dans les modes de production : les économies d'énergie

Le seul aspect positif de la doctrine du « développement durable » – et de l'épuisement des énergies fossiles – est d'avoir mis au goût du jour, dans la recherche technologique, la question du recyclage, de la production propre, de l'économie d'énergie, des carburants verts, de l'économie d'eau dans l'agriculture, des énergies renouvelables, de l'habitat écologique, etc.

Autant d'innovations technologiques que l'on peut reprendre à notre compte, même s'il faut avoir bien conscience qu'il ne s'agit là que d'un aspect et non de la totalité de la solution au bouleversement climatique.

La question de l'énergie sera forcément au centre du débat. Et devant la fin des énergies fossiles, le débat autour du nucléaire va rebondir. Mais le nucléaire n'est pas une solution à l'effet de serre. La part du nucléaire dans la consommation mondiale d'énergie est en effet marginale (3%). Imaginer freiner le réchauffement climatique en construisant des milliers de nouvelles centrales nucléaires dans le monde est donc complètement insensé à cause des risques sanitaires et environnementaux connus et des tensions géopolitiques existant dans le monde qui font des centrales des cibles militaires de choix.

Même si la question des moyens d'une sortie du nucléaire demeure dans un pays ultra-dépendant de cette industrie comme la France – et devrait faire l'objet d'un débat spécifique dans AL – , Alternative libertaire reste donc opposée à l'énergie nucléaire,

qui fait peser sur nos sociétés des risques sanitaires et sociaux disproportionnés.

4. Conclusion stratégique

L'environnement n'est pas une question « humaniste » dépourvue d'enjeux politiques. Pour agir concrètement, il faut l'analyser en lien avec les luttes de classe, les stratégies du capitalisme, les rapports de production, les rapports de forces impérialistes dans le monde, etc. C'est pour cela que nous devons parler systématiquement d'écologie politique. En même temps, les solutions à ce défi majeur qu'est la destruction de la planète transcendent la simple opposition entre capitalisme et socialisme. S'il est évident que le capitalisme, en lui-même, n'apporte pas de solution, nous ne pouvons affirmer, de façon symétrique, que le socialisme est la réponse à tout.

D'une part parce que cette assertion aurait pour effet de renvoyer toute action à un futur post-révolutionnaire dont rien n'indique qu'il adviendra avant la destruction complète de la planète par le capitalisme. Ce n'est donc pas « trois » mais « une seule » révolution qui serait nécessaire : la révolution socialiste.

D'autre part parce que le socialisme doit intégrer dans sa finalité la question écologique. Les « modèles » socialistes de jadis sont révolus. Aussi bien le modèle productiviste cher aux stalinien, que le modèle « abondanciste » des anarchistes de jadis, où la « prise au tas » était censée résoudre la question de la production et de la consommation.

Le communisme libertaire devra atteindre le point d'équilibre entre les capacités productives, les besoins des populations et les capacités de la biosphère. Et au delà d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, la question écologique doit nous amener à repenser fondamentalement la question de la place de l'humanité sur la planète. Face à l'héritage judéo-chrétien qui incitait les hommes et les femmes à dominer la planète, il nous faut prendre conscience que notre existence est intimement liée à celle de l'ensemble du monde vivant. Notre avenir ne pourra pas se construire contre le reste du vivant. Là aussi, l'idéologie de la domination doit être brisée, pour que l'humanité retrouve un avenir. Dans l'immédiat, dans le mouvement altermondialiste – assoupi dans les pays du Nord, mais toujours aussi virulent dans le reste du monde –, il est indispensable d'avoir à l'esprit la boussole politique que constituent ces « trois révolutions » nécessaires dans les modes de production, d'échange et de consommation. ■

1000, histoire désordonnée du M.I.L

André Cortade, éditions l'Échappée, Paris, 2005

Qui se souvient du MIL, qui connaît le MIL au Québec, qui se rappelle de Salvador Puig Antich, d'Oriol Solé Sugranyes? Très peu de personnes, sans doute. Pourtant, « le MIL de 1973 (Mouvement Ibérique de Libération, ou 1000) reprend l'expérience là où les révolutionnaires espagnols de mai 1937 l'avaient provisoirement laissée. Il agit essentiellement dans un triangle Barcelone-Perpignan-Toulouse. La vie du MIL est faite de réseaux, de brochures distribuées sous le manteau, d'expropriations de banques pour alimenter les caisses de grève, de passages clandestins de frontières... S'y ajoute une longue pratique de l'illégalité, devenue chez les Espagnols une seconde nature.

On a souvent réduit le MIL à une activité quasi-terroriste, ou aux seules luttes de soutien à ses prisonniers menées à partir de 1973 - dont le plus connu est Salvador Puig Antich, garrotté à Barcelone en 1974.

On ne s'est pas livré au moindre examen critique, ce à quoi cet ouvrage s'emploie en mettant en perspective des textes internes et externes, en fournissant une chronologie détaillée et une bibliographie complète. »

Ce livre propose une analyse collective du MIL, des conditions de sa constitution face au franquisme finissant, jusqu'aux rappels des nombreuses actions de soutien en France et en Espagne aux emprisonnés du MIL (GARI, OLLA).

Les analyses pertinentes de ce livre, la publication des textes de réflexion et d'orientation du MIL participent d'un devoir de mémoire par rapport à ces camarades révolutionnaires. Dans une période qui s'en soucie encore trop peu, leurs trajectoires ne sont pas montrées comme les bonnes conduites indiscutables mais comme une résistance exigeante dans un moment particulier et un courant subversif autonome qui, pour qui sait lire, « révèle les défauts et fournit les remèdes ».

Le projet des camarades du MIL ne s'arrêta pas à faire imposer le franquisme, il se situait dans une critique nettement plus vaste, avec au centre un changement complet de perspective sociale.

Dorénavant, leur projet implique en écho, cette loyauté fondamentale qu'exige le projet révolutionnaire dans chaque époque et pour chaque révolutionnaire. Il définit l'éternel problème de la cohérence d'une activité historique, au Québec comme ailleurs.

« L'expérience du MIL dans les années soixante-dix apparaît au point de contact de deux idées-forces : renouer intelligemment avec la tradition anarchiste en appui et en incitation aux luttes les plus radicales, dépasser l'antifascisme, le syndicalisme et les positions désarmées du gauchisme pour aborder un projet révolutionnaire moderne. »

Enfin, « on ignore surtout que le MIL représente l'expérience majeure du mouvement révolutionnaire dans l'Espagne des années 1970. »

André Cortade est la signature collective de plusieurs libertaires intimement liés à l'aventure du MIL.

Le livre est diffusé au Québec par La Sociale (asociale@colba.net) et disponible à la librairie L'Insoumise, 2033, St-Laurent, Montréal
Tél. : 514-313-3489.

L'INSOUMISE Librairie Anarchiste

2033, St-Laurent, Montréal



Livres, revues, brochures et journaux
En français - english - espanol - italiano

Horaire

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12 h à 18 h
Jeudi - vendredi :	de 12 h à 21 h
Samedi - dimanche :	de 12 h à 18 h

Pour nous joindre : 514-313-3489

Les Fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne (juillet 1936 - février 1939)

Antoine Gimenez et les Giménologues, coédition L'Insomnie & Les Giménologues, Montreuil-Marseille, 2006

Que sait-on du vécu réel des combattants révolutionnaires dans l'Espagne de 1936? Pas grand-chose! Trop souvent, des textes, récits ou analyses nous ont laissé sur notre faim en décrivant un quotidien sublimé, héroïque ou misérable, trop souvent voilé par le « politiquement correct » nécessaire à toutes les idéologies, même anarchiste, pour se maintenir malgré leurs résultats.

Ainsi l'idéologie officielle anarcho-syndicaliste, celle de la CNT-FAI, a pendant longtemps justifié les erreurs de ses dirigeants (García Oliver, Federica Montseny, etc.). De son côté, le morcellement de la diaspora des anarcho-syndicalistes espagnols n'a pas aidé à voir clair dans les enjeux de 36. Les problèmes de personnes ou les rivalités internes des tendances puis les scissions de la CNT n'ont pas facilité un regard véritablement critique et objectif sur la période révolutionnaire dans l'Espagne de 36.

La nécessité de justifier toute la validité de l'engagement personnel, de glorifier le volontariat des brigades internationales, de magnifier le souvenir sans toujours tenir compte des tours et détours de l'histoire, de jeter un regard positif sur un projet pourtant vaincu ont occulté ou permis d'interpréter trop souvent romantiquement ce que fut réellement pour la majorité des combattants volontaires la révolution et la guerre d'Espagne.

Avec *Les fils de la nuit*, la scène s'élargit. Ici, pas de discours rédempteur, nulle idéalisation, l'insurrection, la révolution connaissent leurs propres limites et mieux, le livre les avoue, le narrateur les constate sans en exclure aucune. Non pas pour céder à l'auto-commisération, mais peut-être pour déborder l'image héroïque installée en creux dans la représentation de chaque insurrection, celle du militant enthousiaste et irréprochable, dévoué à une cause admirable, ancêtre d'un Che Guevara ou d'un Marcos qui exprimerait la révolte d'une génération tout en créant une série de mythes modernes exemplaires. Ce livre ne se contente pas de cette solution de facilité, au contraire, il l'expulse par la matière même de son témoignage.

Antonio Gimenez (1910-1982), d'origine italienne, a combattu dans la colonne Durruti avec le Groupe international. Son témoignage sans tard nous restitue de juillet 1936 à février 1939 toute la difficulté de cet énorme bouleversement social qui tente de se maintenir et de s'affirmer au sein des collectivités locales ou dans les organisations de combattants, tout en s'opposant aux franquistes, aux communistes ou à ses propres hésitations.

Gimenez ne nous cache ni les insuffisances ni les masques sanglants de cette révolution. Des exécutions sommaires par des « spécialistes » anarchistes de l'épuration dans les villages libérés aux compromissions de la CNT avec le gouvernement de Largo Caballero et de Negrín et Prieto, Gimenez décrit la désagrégation de la révolution sous la poussée éradicatrice du gouvernement central de Madrid, de la Généralité de Barcelone et des aléas de la guerre en cours.

Cela, nous le savions, il existe en effet beaucoup de témoignages et de documents sur l'action des communistes contre les anarchistes ou même sur les collectivisations des terres en Aragon et en Catalogne. On sait l'impact que les décisions de la CNT-FAI ont eu dans la légalisation des collectivisations, légalisation qui vida de sa substance vivante le processus révolutionnaire en cours. Gimenez nous décrit l'organisation des villages agraires, la participation des brigades de volontaires aux travaux des collectivités paysannes et l'extraordinaire sens de la solidarité qui se développait alors entre villageois ou paysans.

L'apport du témoignage de Antonio Gimenez, s'il tient à son extraordinaire liberté de ton envers la CNT et la réalité de la guerre, nous montre toute la densité du vécu d'un combattant anarchiste. Il en restitue la vraie saveur de la dimension individuelle en dehors de tout discours plaqué.

Il sait restituer les horreurs de la guerre sur le front. Et fait important, il n'oublie pas de parler de la présence des miliciennes dont l'historiographie officielle a trop souvent nié l'importance considérable et omis de mentionner le courage comme la passion amoureuse qui les unissaient à leurs compagnons y compris sur le front d'Aragon.

Antonio Gimenez rend un superbe hommage, non seulement comme amoureux mais en tant que révolutionnaire, à ces miliciennes engagées volontaires dans le groupe international et à ces femmes espagnoles rencontrées dans les circonstances de la guerre, pendant toutes ces années de lutte. Amoureux, complice, toujours ému et respectueux, il nous donne la preuve que la vie et la lutte passent toujours par le désir et la passion. Et qu'il est vain de dissocier les objectifs du désir dès lors qu'ils sont librement acceptés par chaque partenaire.

L'insurrection anarchiste encourageait l'émancipation des femmes, souhaitait l'égalité de fait entre les sexes, sollicitait l'autonomie individuelle, une vie sexuelle assumée, le libre choix de son compagnon ou de sa compagne, la fin des rites matrimoniaux, des alliances arrangées. Gimenez nous montre que ce ne furent pas seulement des mots dans l'Espagne de 36.

Les femmes prennent, dans le témoignage de Gimenez, leur vraie place, celle qui leur revenait de droit, qu'elles ont conquis par leur courage et leur volonté, celle de combattantes à part entière, de compagnes libres. Il montre bien comment les mentalités des hommes comme des femmes se sont métamorphosées en quelques années de lutte dans des régions comme l'Aragon pourtant très dépendantes de la tradition et de l'Église.

Il faut citer également ses descriptions du courage des volontaires internationaux; leur abnégation face aux difficultés, au manque d'armes et au peu de moyens des colonnes anarchistes. Quotidien de misère des combattants, volonté et pragmatisme, fatigue et hasard, chance ou malchance, Gimenez nous montre tout l'arbitraire d'une situation qui s'avère le contraire du romantisme révolutionnaire.

Mais ce commentaire déjà exceptionnel par sa liberté de ton, doit beaucoup au travail de notes et de vérification des sources de ceux qui sont à l'origine de sa publication : les Giménologues.

Alors que le témoignage de Gimenez fait 210 pages, les notes (remarquables et passionnantes) en font 250. Les recoupements effectués à des fins d'authentification (accompagnés de nombreuses photos) ainsi que le travail critique et historique sont tout à fait remarquables et, je crois, d'une ampleur inégalée dans un travail historique (militant et collectif) si ce n'est par le non moins fameux Maitron d'ailleurs utilisé à de nombreuses reprises.

Citons pour exemple les diverses hypothèses compilées sur la mort de Durruti, l'enquête biographique sur Ruano. Mais il faut surtout féliciter les Giménologues d'avoir réussi à identifier dans la plupart des cas, les hommes et les femmes que l'histoire du mouvement libertaire a souvent ignoré, ceux et celles qui sont morts anonymement pour défendre un idéal auquel ils s'étaient identifiés.

Citons Mimosa, Lorenzo Giua, Carlo Scolari sans oublier tous les autres cités au fil de la narration de Gimenez. La famille Valero Labarta qui accueillit Gimenez pendant la guerre mérite à elle seule un hommage appuyé.

Dans les annexes, les listes des tués à la bataille de Perdiguera, des miliciens et des combattants du groupe international division Durruti, des membres du groupe Libertà o Morte collaborent aussi de cet hommage général non seulement à un homme comme Gimenez mais à tous ceux et celles qui furent ses compagnons et compagnes et qu'il nous fait regretter de ne pas avoir connu.

Un travail d'édition superbe à lire impérativement
complété par le site <http://www.plusloin.org/gimenez>

Le livre est diffusé au Québec par La Sociale (asociale@colba.net)
et disponible à la librairie L'insoumise, 2033, St-Laurent, Montréal
Tél: 514-313-3489.

Collaboration spéciale. L'auteur de ces critiques de livre
peut être rejoint à titudenfer666@yahoo.fr



ÉLECTIONS 2007

On leur signera pas
un chèque en blanc!

NOUS ON VOTE PAS!



2014-08-08
RAME
100 CLUBS

NEFAC

www.nousonvotepas.org

abstention2007@gmail.com